

Politisation au féminin et trajectoires différenciées de la génération du coup d'État en Turquie

LUCIE DRECHSELOVÁ

Politisation et génération politique au féminin¹

En Turquie, il y a eu seulement deux générations politiques radicales, appelées les soixante-huitards et les soixante-dix-huitards, c'est-à-dire les gens nés en 1948 ou en 1958, qui sont devenus actifs vingt ans plus tard et sont les principaux acteurs des événements de 1968-1971 et de 1977-1980. Mais, si vous regardez du côté du Kurdistan, vous avez des générations de quatre-vingt-huitards, des quatre-vingt-dix-huitards et sans doute également des deux mille huitards².

Hamit Bozarslan, 2012.

1. L'auteure souhaite remercier Jenny White pour des remarques lors de sa communication à l'université de Stockholm en 2018. Elle souhaite également remercier Ihab Saloul pour ses commentaires sur une première esquisse du texte ainsi que Ann Rigney et son équipe du projet ERC-senior Remembering Activism (ReAct) pour leurs suggestions très précieuses en phase finale de la rédaction. Merci enfin à toutes celles et à tous ceux avec qui j'ai pu mener des discussions informelles sur le sujet.

2. Hamit Bozarslan, *Between integration, autonomization and radicalization. Hamit Bozarslan on the Kurdish Movement and the Turkish Left*, <http://ejts.revues.org/4663>, 2012 (consulté le 1 janvier 2016).

Pour les sociologues des générations et les adeptes des études de mémoire, la Turquie représente potentiellement un cas séduisant et pourtant jusqu'alors plutôt négligé : l'espace public turc ainsi qu'une certaine mémoire collective sont parsemés de références aux générations politiques. Comme le souligne Hamit Bozarslan, en Turquie les deux générations politiques (de la gauche radicale) sont celles de 1968 et de 1978, tandis que les mobilisations kurdes sont ponctuées par une succession impressionnante de générations. Concernant plus particulièrement les années 1970, la violence politique et les mobilisations au sein de la gauche et de la droite radicales ont attiré l'attention des chercheurs sur tous les niveaux (macro, méso et micro³). Toutefois, ils sont peu nombreux à s'être saisis du phénomène générationnel en tant que tel, ou bien ils l'ont fait en se focalisant sur d'autres époques⁴. Les travaux de Nicolas Monceau constituent une exception notable. Monceau a étudié le rôle des coups d'État (1960, 1971 et 1980) dans la formation de la conscience générationnelle, plus particulièrement celle des soixante-huitards⁵. Il a proposé un enchaînement générationnel ponctué par les coups d'État, chaque génération étant forgée par le coup précédent – les soixante-dix-huitards, objets de cet article, seraient alors issus de l'intervention militaire de 1971, tandis que « la génération politique des années 1980, qui est souvent définie comme 'dépolitisée', [est] le produit du coup d'État militaire de

3. Hamit Bozarslan, « Le phénomène milicien : une composante de la violence politique en Turquie dans les années 1970 », *Turcica*, 1999, 31, p. 185-244 ; Benjamin Gourisse, *L'État en jeu. Captation des ressources et désobjectivation de l'État en Turquie (1975-1980)*, Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, 2010, 705 p. ; Paul Cormier, « Engagement radical et mise en cohérence des sphères de vie », *Agora débats/jeunesses*, octobre 2018, 80, p. 85-99.

4. François Georgeon, « Les Jeunes Turcs étaient-ils jeunes ? Sur le phénomène des générations à la fin de l'Empire ottoman », in Id & Klaus Kreiser (éd.), *Enfance et jeunesse dans le monde musulman*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2007, p. 147-173 ; Nora Şeni, « La jeunesse : une non-génération. Rhétorique éducative turque dans les années trente », in François Georgeon & Klaus Kreiser (éd.), *Enfance et jeunesse dans le monde musulman*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2007, p. 233-257.

5. Nicolas Monceau, « Le rôle des coups d'État militaires dans la formation et la trajectoire des générations politiques. L'exemple de la génération 68 en Turquie », *Revue internationale de politique comparée*, 2 juin 2009, vol. 16, 2, p. 221-239.

1980⁶ ». Cette stratégie de classification a clairement sa logique. De manière surprenante, aucune des personnes interviewées⁷ de la génération de 1978 ne m'a explicitement parlé du rôle du coup d'État de 1971 dans sa trajectoire, même s'il a clairement marqué la conjoncture politique de son engagement. Tenant compte de l'argumentaire de Monceau fondé sur une partie de sa thèse sur les intellectuels turcs, je me suis penchée sur le corpus de mes entretiens issus de ma recherche doctorale. Parmi mes interviewées actives au sein de la politique locale, le coup d'État de 1980 apparaît comme un événement marquant. Les références récurrentes au 12 septembre 1980 m'ont amené à examiner ce qu'il en était de la génération 1978 et à questionner dans quelle mesure ce terme de génération permet de saisir les expériences de mes interviewées.

« Génération politique » est un terme ambigu. D'une part, la formule implique une appartenance et une étiquette revendiquées par ses membres et, d'autre part, elle représente un outil conceptuel pour penser les générations et leur succession. User du découpage générationnel tel qu'il est perçu dans l'espace public turc signifie adopter le vocabulaire militant de la gauche, forgé et perpétué par ces militants. Cette contribution vise à questionner et problématiser ce choix en lui substituant une catégorie analytique de « génération du coup d'État de 1980 », une appellation dépourvue d'auto-identification militante mais plus inclusive vis-à-vis d'autres cohortes d'âges et d'autres mouvances idéologiques. Cette démarche envisage le coup d'État comme un événement central, un événement formateur, tout mettant en avant la diversité des expériences des acteurs.

Le second objectif de cet article est de retracer les trajectoires biographiques et politiques des sympathisants de la gauche radicale des années 1970 durant les décennies suivantes. Le constat est celui d'une socialisation à la politique commune, marquée ensuite par le coup d'État – une rupture qui modifie la donne au niveau macro, qui fait *tabula rasa* des organisations militantes au niveau méso, et qui, au niveau micro, écarte de nombreux militants de l'espace public (qui s'exilent ou sont incarcérés, peu parmi eux échappant à la répression étatique généralisée). Ce point de départ permet d'interroger les trajectoires des acteurs, leur carrière « post-répression »

6. *Ibid.*, p. 224.

7. Mes interviewées sont toutes des femmes actives dans la politique locale de la Turquie contemporaine. Le choix des interviewées est explicité plus bas.

ainsi que les conséquences biographiques de leur engagement, comme ont pu le faire Élise Massicard, Paul Cormier ou Nicolas Monceau, en s'appuyant surtout sur les cas des hommes issus de la gauche radicale turque⁸.

Les réengagements politiques à gauche : le choix des interviewées

La contextualisation et la discussion du phénomène générationnel sont opérées dans cet article sur un segment de répondantes très particulier, dont les singularités méritent d'être explicitées. Premièrement, je mobilise uniquement des récits féminins. L'inclusion de récits masculins qui permettraient de mener une comparaison genrée (identifiant les expériences spécifiquement masculines et spécifiquement féminines) dépasse largement le cadre de cette contribution. Elle nécessiterait de saisir les systèmes de domination ancrés dans les interactions entre les militants hommes et les militantes femmes, ainsi que dans les structures organisationnelles de la gauche radicale des années 1970⁹. Les retombées spécifiquement genrées de la répression étatique suivant le putsch nécessiteraient également une comparaison croisée des récits – oraux et écrits – masculins et féminins, sachant que ces derniers n'émergent que très progressivement. Aussi, les conclusions présentées dans cet article concernent les femmes sans qu'il soit possible d'en dégager des éléments genrés (spécifiques aux femmes).

Deuxièmement, je relate dans cette contribution uniquement les trajectoires des femmes qui ont connu un réinvestissement en politique (parfois après des décennies en suspens). Se trouvent écartées les militantes en exil ou celles qui se sont désinvesties du champ politique pour intégrer le champ associatif ou les chambres

8. Nicolas Monceau, « Le rôle des coups d'État militaires dans la formation et la trajectoire des générations politiques. L'exemple de la génération 68 en Turquie », art. cit. ; Élise Massicard, « Répression et changement des formes de militantisme : carrières de remobilisation à gauche après 1980 en Turquie », *European Journal of Turkish Studies. Social Sciences on Contemporary Turkey*, 1 novembre 2012, 15, p. 1-16 ; Paul Cormier, « Les conséquences biographiques de l'engagement révolutionnaire en Turquie », *Mouvements*, 9 juin 2017, 90, 2, p. 140-148.

9. Outre le rôle des femmes au sein des organisations de la gauche radicale turque, l'analyse genrée permettrait de saisir les rapports de pouvoir et les logiques patriarcales du militantisme. Olivier Fillieule & Camille Maslet, « Mouvements sociaux », in Catherine Achin & Laure Bereni (éd.), *Dictionnaire. Genre et science politique. Concepts, objets, problèmes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 345.

professionnelles, tout comme les anciennes militantes qui sont restées à l'écart d'un engagement public. Le réengagement politique intervient dans chaque carrière post-répression étudiée dans cet article. La question qui est posée ici est celle des modalités de ce réengagement. Fondée sur des entretiens semi-directifs, ma recherche s'inscrit dans un cadre strictement qualitatif¹⁰.

Troisièmement, je m'appuie principalement sur les entretiens réalisés lors de ma recherche de terrain doctorale en Turquie (2015-2016), durant laquelle j'ai examiné les processus de politisation et les trajectoires politiques des élues municipales à Izmir, Trabzon et Diyarbakır¹¹. Je les ai complétés en 2018 par plusieurs nouveaux entretiens en vue d'un futur élargissement de ce projet de recherche. En découle un décentrement de mon intérêt depuis Istanbul ou Ankara (les plus souvent étudiés) vers les trois autres villes précédemment citées. Cette focale a pour but de proposer des comparaisons spatiales et inter-partisanes. En cela, ma recherche vise à rendre compte de la diversité des investissements politiques et des trajectoires biographiques ancrés notamment dans les processus locaux.

Quatrièmement, cet article ne porte que sur les militantes de la gauche radicale dont la socialisation à la politique s'est opérée dans les années 1970 (avec quelques exemples de militantes de la génération de 1968). Ainsi, il s'inscrit dans la continuité des recherches qui s'intéressent aux militantes de gauche plutôt qu'à celles de la droite radicale des années 1970. Toutefois, ce fait doit être perçu moins comme un choix conscient que comme le résultat des lacunes du corpus. Le nombre des militantes de la droite radicale que j'ai pu interroger est en effet extrêmement limité (trois personnes dans la ville de Trabzon précisément). Il n'est pas possible d'ignorer leurs expériences en acceptant l'hypothèse que les femmes de la droite radicale jouiraient d'une visibilité moindre que les hommes (ou que les femmes de gauche) conformément aux préceptes conservateurs renforcés par les pratiques de la violence.

10. Sur les deux cents entretiens que j'ai conduits dans le cadre de ma recherche doctorale, une quarantaine l'ont été avec des femmes qui ont vécu le coup d'État de 1980 pendant leur jeunesse.

11. Lucie Drechselová, *Femmes et pouvoir local : processus d'engagement et trajectoires politiques féminins en Turquie*, Thèse de doctorat, EHESS & Université Charles, Paris, 2018, 640 p. publiée ensuite en tant qu'ouvrage Lucie Drechselová, *Local Power and Female Political Pathways in Turkey - Cycles of Exclusion*, London, Palgrave Macmillan, 2020, 254 p.

Au contraire, les modalités de la mobilisation de ces femmes restent largement à découvrir. On peut toutefois émettre l'hypothèse que les réengagements en politique (notamment électorale) ont été moins fréquents chez les militantes de droite par rapport à celles de gauche, car elles étaient quasiment absentes parmi les élues et femmes politiques locales que j'ai interrogées dans le cadre de ma recherche.

Enfin, mon intérêt pour le coup d'État de 1980 date de la période de 2010-2012, qui correspond à une résurgence mémorielle de cet événement en Turquie. L'ouverture des procès de deux généraux auteurs du coup d'État a replacé le bilan de l'année 1980 et, par ricochet, les années 1970 en haut de l'agenda politique et médiatique. Sans doute imprégnés par ces débats publics, nous avons écrit, avec mon collègue Joseph Richard, un article sur l'héritage du coup d'État au niveau macro¹². Il s'agit ici de prolonger cette perspective et d'aller davantage vers une micro-histoire, celle des militantes et de leurs trajectoires biographiques. Avant de passer à la démonstration, quelques considérations théoriques sur le concept de génération ainsi que sur son articulation avec la socialisation politique me paraissent nécessaires.

Les conceptualisations sociologiques de la génération

La génération peut être perçue soit dans l'idée d'une généalogie intrafamiliale (parenté, descendance familiale, le *kinship descent*), soit comme un effet de « contemporanéité » (unissant des personnes partageant et traversant l'espace et le temps à un âge similaire et partageant un sentiment d'appartenance commune¹³). Afin de faire ressortir les logiques de mobilisation politique au-delà des liens familiaux, je m'inscris dans cette deuxième approche dont le précurseur est Karl Mannheim, avec son essai sur le problème des générations (1927)¹⁴. Ses conceptions ont influencé les recherches

12. Lucie Drechselová & Joseph Richard, *En Turquie, le spectre du coup d'État de septembre 1980*, <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2012-09-12-Turquie>, 12 septembre 2012 (consulté le 11 mai 2018).

13. Raimundo Frei Toledo, "The living bond of generations" *The narrative construction of post-dictatorial memories in Argentina and Chile*, Humboldt-Universität zu Berlin, Berlin, 2015, p. 24 ; David I. Kertzer, « Generation as a Sociological Problem », *Annual Review of Sociology*, 1983, vol. 9, 1, p. 125-149.

14. Karl Mannheim a publié son essai sur les générations comme partie de son projet englobant la sociologie du savoir. Karl Mannheim, « The Prob-

des décennies suivantes qui ont cherché à expliquer les changements sociaux. Mannheim a dégagé plusieurs conditions de l'émergence d'une génération (âge, contemporanéité, sens d'appartenance partagé, expérience d'un événement formateur) qui ont fait de cette émergence une éventualité et non pas une certitude. De nombreux chercheurs se sont efforcés d'examiner et de développer les conditions avancées par Mannheim. Testant sa théorie sur un échantillon américain, Howard Schuman et Jacqueline Scott ont argumenté en faveur de l'existence de générations selon un critère d'âge¹⁵. Conformément à ce que postulait Mannheim sur les « années formatrices » de la jeunesse, ils ont montré que les gens tendaient à se souvenir le plus des événements politiques qui se sont produits pendant leur jeunesse¹⁶. Les affinement postérieurs ont notamment attiré l'attention sur les différences géographiques dans la mémoire collective des générations, mais n'ont pas mis en évidence de différences générées¹⁷. D'autres chercheurs ont abordé la question en termes de conflits intergénérationnels et de batailles pour les ressources¹⁸, abandonnant la condition d'appartenance générationnelle de Mannheim.

Toutefois, la génération selon Mannheim a une importante composante idéologique : c'est elle qui cimente le sentiment d'appartenance commune (*sense of belonging*) d'un groupe de gens qui

lem of Generations », in Paul Kecskemeti (éd.), *Karl Mannheim: Essays*, Reprint., London, Routledge, 1972, p. 276-322.

15. Howard Schuman & Jacqueline Scott, « Generations and Collective Memories », *American Sociological Review*, 1989, vol. 54, 3, p. 359-381.

16. Nicolas Monceau a montré cela pour la génération de 1968 en Turquie dans son article cité *supra*. *Id.*, « Le rôle des coups d'État militaires dans la formation et la trajectoire des générations politiques. L'exemple de la génération 68 en Turquie », art. cit.

17. Larry Griffin met en lumière l'incapacité de Howard Schuman et Jacqueline Scott à expliquer les différences dans la mémoire des « blancs » du nord et du sud des États-Unis par rapport au mouvement des droits civiques. Il affine l'analyse en y introduisant le critère régional, la mémoire étant spatiale. Toutefois, il constate un autre manquement de Howard Schuman et Jacqueline Scott : l'impossibilité d'expliquer par l'effet de cohorte la mémoire du mouvement féministe, mais il laisse ce constat de côté. Larry J. Griffin, « "Generations and Collective Memory" Revisited: Race, Region, and Memory of Civil Rights », *American Sociological Review*, août 2004, vol. 69, 4, p. 544-557.

18. Ron Eyerman & Bryan S. Turner, « Outline of a Theory of Generations », *European Journal of Social Theory*, juillet 1998, vol. 1, 1, p. 91-106.

ne se connaissent pas entre eux. C'est particulièrement cette sensibilité vis-à-vis de l'idéologie qui rend la théorie de Mannheim si propice aux considérations sur les générations politiques et c'est notamment dans ce sens que le terme de génération a été repris par les sociologues de la politisation. Pour Richard et Margaret Braungart, la génération politique est « un groupe d'âge particulier dans l'histoire qui devient conscient de sa particularité et se réunit pour œuvrer ensemble pour un changement social et politique, comme la génération de la Grande Dépression ou la génération des années 1960¹⁹ ». Les Braungart ont permis de rendre opérationnel le concept de génération politique en le situant à l'intersection des effets de cycle de vie, de cohorte et du temps historique. L'effet de cycle de vie correspond alors au niveau individuel, l'effet de cohorte (d'âge) au niveau générationnel, et enfin, l'effet de la période au contexte socio-politique. « La signification politique de l'appartenance à une cohorte, écrivent les Braungart, est que les personnes nées à un moment similaire de l'histoire sont destinées à expérimenter une série d'événements marquants au même stade de leur cycle de vie²⁰ ». On retrouve ici la notion de partage des expériences des événements marquants dans les années formatrices qui a notamment nourri la réflexion de François Georgeon dans « Les Jeunes Turcs étaient-ils jeunes ?²¹ ». François Georgeon suit Pierre Nora en proposant une analyse des trajectoires biographiques des Jeunes Turcs inscrites dans les développements politico-sociaux de leur époque²².

La sociologie n'a pas mis le phénomène générationnel au cœur de l'analyse et a plutôt privilégié l'étude des modalités concrètes de socialisation politique²³. Toutefois, les notions se recoupent parfois : l'effet de l'âge, issu des études sur la génération, apparaît comme lié à la notion de disponibilité biographique dans les études

19. Richard G. Braungart & Margaret M. Braungart, « Life-Course and Generational Politics », *Annual Review of Sociology*, 1986, vol. 12, p. 207.

20. *Ibid.*, p. 215.

21. F. Georgeon, « Les Jeunes Turcs étaient-ils jeunes ? Sur le phénomène des générations à la fin de l'Empire ottoman », art. cit.

22. Pierre Nora, « La génération », in *Id.* (éd.), *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1984, p. 931-971.

23. Alexandre Escudier, « Chapitre 4 / La question des générations », in Anne Muxel (éd.), *Temps et politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, p. 87-104.

sur les mouvements sociaux²⁴. Les deux perspectives se complètent aussi : la sociologie du militantisme apporte une dimension processuelle aux réflexions sur les générations qui apparaissent trop souvent comme des blocs figés. Inversement, les considérations sur l'identification de soi avec une génération politique²⁵ et sur la construction d'une conscience générationnelle, même rétrospectivement²⁶, permettent de rendre compte des effets ultérieurs qu'a pu avoir la socialisation politique dans la jeunesse. Les théories des générations mettent la focale sur la jeunesse, mais les approches de socialisation politique les rendent plus souples avec un accent mis sur la multiplicité des acteurs socialisants intervenant avec une intensité variable à des moments de vie différents²⁷ (famille, conjoints, camarades de classe, enseignants, voisins, leaders politiques, cadre universitaire, professionnel ou associatif). Les sociologues ont également incorporé les générations dans les processus de socialisation en combinant les effets de cycle de vie, les effets de période (l'influence du contexte sur la population tous âges confondus) et les effets de génération. Ces derniers sont définis comme « l'empreinte laissée par le fait d'appartenir à un groupe d'individus nés au même moment – la cohorte –, ou ayant vécu un même événement fondateur d'une reconnaissance collective. C'est la durabilité de cette empreinte qui caractérise l'effet de génération²⁸ ».

Le phénomène générationnel n'a pas été épargné par des critiques qui lui reprochent une incapacité à rendre compte de l'*agency*

24. Doug McAdam, « The biographical consequences of activism », *American Sociological Review*, 1989, 54, p. 744-760 ; Kraig Beyerlein et Kelly Bergstrand, « Biographical Availability », in David A. Snow, Donatella della Porta, Bert Klandermans & Doug McAdam (éd.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Oxford, UK, Blackwell Publishing, 2013, p. 137-138.

25. Jürgen Ruelecke, « Generation/Generationality, Generativity, and Memory », in Astrid Erll & Ansgar Nünning (éd.), *A Companion to Cultural Memory Studies*, Berlin, Boston, De Gruyter, 2008, p. 119-125.

26. Harald Wydra, « Generations of Memory: Elements of a Conceptual Framework », *Comparative Studies in Society and History*, janvier 2018, vol. 60, 1, p. 5-34.

27. Muriel Darmon, *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2016 (3^e éd.).

28. Alexandre Escudier cite Anne Muxel « Les Choix politiques des jeunes à l'épreuve du temps. Une enquête longitudinale », *Revue française de science politique*, 51 (3), juin 2001, p. 410. A. Escudier, « Chapitre 4 / La question des générations », art. cit, p. 102.

des acteurs ou bien le fait qu'il dégage un groupe artificiel de gens (quand la notion est englobante) ou qu'il met en lumière uniquement les élites intellectuelles (quand la notion est restrictive). Dans cette contribution, qui porte sur la génération politique, l'usage de ce terme ne vise pas à englober l'expérience de l'intégralité de la cohorte de la jeunesse des années 1970 ; au contraire, on assume que ni l'étiquette de « génération de 1978 » ni celle de « génération du coup d'État de 1980 » ne reflètent la façon dont s'identifie la majorité de la population²⁹.

La génération 1978 – une étiquette assumée

Un sondage réalisé en 1976 en Turquie a montré que les écoliers âgés de douze ans avaient des connaissances avancées sur les partis politiques et qu'ils avaient développé des pratiques étendues de lecture des journaux³⁰. Il s'agit là d'un indice de la politisation précoce marquant la jeunesse de la Turquie dans les années 1970. « La génération 1978 » est un vocable employé par la gauche turque qui fait référence – et envoie un clin d'œil – à la génération de 1968 tout en s'en distinguant. Elle englobe les militants entrant dans l'espace politique et organisationnel de la gauche radicale au cours des années 1970, des militants donc plus jeunes que les soixante-huitards de seulement quelques années. Âgés d'à peine treize ou quatorze ans au moment de leur investissement politique, les membres de la génération de 1978 invitent à une lecture « postcoloniale » de Mannheim par rapport aux générations politiques. Ancré dans son temps (au début du XX^e siècle) et dans le contexte politico-culturel européen, Mannheim a considéré l'âge de dix-sept ans comme la période de vie où la jeunesse était particulièrement sensible aux moments fondateurs et en même temps particulièrement disposée à dégager un sentiment d'appartenance partagé. Toutefois, dans les contextes de conflit politique exacerbé et parfois violent (comme dans les cas turc, kurde ou palestinien), une autre lecture de la politisation est nécessaire. En effet, on se trouve alors face à des situations de politisation bien plus précoces que

29. Jack Whalen et Richard Flacks ont pu constater que l'étiquette générationnelle d'une certaine orientation politique et d'une certaine forme de militantisme n'englobe pas la majorité des expériences des contemporains des années 1960 aux États-Unis. Jack Whalen & Richard Flacks, *Beyond the Barricades: The Sixties Generation Grows Up*, [s.l.], Temple University Press, 1989, 310 p.

30. Hamit Bozarslan, « Le phénomène milicien », art. cit, p. 188.

Mannheim ne l'aurait imaginé pour marquer la conscience d'une génération. La lecture « postcoloniale » implique d'adapter les préceptes de sa théorie aux contextes de pays comme la Turquie et l'espace kurde.

Les années 1970 : une histoire de la politisation précoce

Les processus de mobilisation politique des années 1970 sont décrits comme différents de ceux des années 1960. Au cours des années 1970, le phénomène de la gauche radicale dépasse le cercle restreint d'une jeunesse politisée, éduquée et souvent issue d'une élite urbaine. Les chercheurs, tout comme mes interviewées, s'accordent sur le constat que la décennie de 1970 a été marquée par une popularisation des mobilisations de gauche, par l'investissement politique de la jeunesse étudiante mais aussi écolière, issue notamment des espaces ruraux et des milieux modestes partout en Turquie. Şerif Mardin remarque que les jeunes militants de la gauche révolutionnaire et de la droite nationaliste³¹ ont des origines sociales modestes et rurales similaires en Anatolie. Au cours des années 1970, les groupes radicaux se militarisent. Les registres officiels font état de 5 713 morts et de 18 480 blessés entre 1975 et 1980³². La décennie de 1970 (surtout à partir de 1973) est également caractérisée par un élargissement des mobilisations des campus à d'autres acteurs, comme les ouvriers grévistes et syndicalisés. Selon Şerif Mardin, par rapport aux mobilisations des années 1960, la société turque est devenue plus contestataire, avec de nouvelles organisations et de nouveaux groupuscules politiques émergeant à gauche comme à droite. Si, avant 1968, la gauche radicale a été bien plus active que la droite radicale, les deux gagnent en adeptes et se développent lors des années 1970³³. Şerif Mardin explique la politisation de la jeunesse par des trajectoires marquées par des tendances démographiques, sociales et économiques plus larges : la population de la Turquie a doublé entre les années 1940

31. L'appellation de « gauche révolutionnaire » et de « droite nationaliste » suit le vocabulaire courant en turc. Toutefois, dans cet article, j'utilise de manière interchangeable ces appellations avec les catégories de « gauche radicale » et de « droite radicale » pour marquer leur positionnement sur l'échiquier politique vis-à-vis des partis politiques du centre gauche et de la droite conservatrice.

32. Hamit Bozarslan, « Le phénomène milicien », art. cit, p. 192.

33. Şerif Mardin, « Youth and Violence in Turkey », *European Journal of Sociology*, novembre 1978, vol. 19, 2, p. 231.

et 1970, et les moins de quinze ans représentaient alors 45 % de l'ensemble de la population du pays. À cela s'ajoute aussi l'élargissement des opportunités éducatives, surtout dans l'enseignement secondaire.

Enfin, la politisation de la jeunesse de cette période peut également se lire selon des fractures intrafamiliales, les écoliers étant socialisés à la politique davantage par leurs pairs que par leurs parents. Les entretiens confirment largement qu'une grande partie de mes répondantes se sont investies en politique comme conséquence de leur socialisation secondaire³⁴. Şerif Mardin ne se donne pas pour objectif de décrire l'émergence de la génération 1978 – son article date d'ailleurs précisément de 1978 – ce qui témoigne de l'émergence postérieure de cette étiquette. Néanmoins, il propose une description très encline à faire l'objet d'une analyse générationnelle³⁵. Les dynamiques au sein de la jeunesse kurde suivent, selon Hamit Bozarslan, les tendances de la gauche radicale turque. Sous l'impact du coup d'État de 1971, les acteurs politiques kurdes rajeunissent (ils ont autour de treize ou quatorze ans) et proviennent de plus en plus des milieux populaires, ce qui marque une rupture générationnelle avec les militants des années 1960. Enfin, dans le même temps, ils se radicalisent en perdant espoir dans la politique « réformiste ». Pour les activistes kurdes, les idées de la gauche radicale deviennent une « syntaxe politique porteuse de sens³⁶ ». À

34. Ruitort explique la différence entre la socialisation primaire et secondaire en termes chronologiques dans la vie d'un individu : « Deux phases importantes sont généralement distinguées dans le processus de socialisation : la socialisation primaire qui commence dès la naissance et se prolonge durant l'enfance, et la socialisation secondaire qui se déroule ensuite, tout au long du parcours social de l'individu. » Philippe Ruitort, « La socialisation », in *Premières leçons de la sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 64. Même si les chercheurs tendent à dépasser cette vision linéaire du processus socialisateur, il reste toutefois nécessaire de se pencher sur les influences socialisatrices qui vont au-delà de la famille et la petite enfance, comme les trajectoires politiques des interviewées y invitent.

35. Şerif Mardin a procédé d'une manière très similaire à Philippe Juhem qui expliquait l'apparition et la « disparition » (ou plutôt sa baisse en visibilité) de la génération de 1968 en France. Philippe Juhem, « Effets de génération », in Olivier Fillieule, Lilian Mathieu & Cécile Péchu (éd.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 188-197.

36. Hamit Bozarslan, « Between integration, autonomization and radicalization. Hamit Bozarslan on the Kurdish Movement and the Turkish Left », art. cit, p. 7.

la lecture de ces considérations et à travers mes entretiens, je pose, à l'instar de Philippe Juhem, la question des effets de génération sur l'intensité des engagements militants³⁷.

J'ai rencontré Hatun, ancienne co-présidente locale du HDP³⁸, à Izmir, métropole de la mer Égée, à l'ouest de la Turquie. Elle provient d'une famille aux origines mixtes, incluant la Serbie, la Croatie, le Levant et le Caucase, avec deux parents éduqués et professionnellement actifs, son père ayant été officier et sa mère enseignante. Malgré des niveaux d'emploi féminin encore bas en Turquie, sa grand-mère maternelle a, elle aussi, exercé la profession d'enseignante. Hatun a obtenu un master en Europe et a poursuivi en doctorat à Ankara. Cela montre non seulement l'importance accordée par sa famille à l'éducation, mais aussi la mobilisation de certains moyens économiques pour financer les études de Hatun et peut-être même une certaine « ouverture d'esprit » pour concevoir l'envoi de sa fille à l'étranger. Hatun s'est engagée en politique pendant ses études universitaires. Le militantisme de ses deux frères aînés a joué un rôle dans sa politisation³⁹ :

Mon frère faisait partie de la génération de 1968. Il a étudié les sciences politiques à Ankara et a personnellement connu Mahir Çayan⁴⁰ et les autres camarades. Lui-même était militant de Dev-Genç⁴¹. J'ai été active au sein des groupes politiques pendant le temps passé à l'université. En 1980, j'ai été arrêtée et torturée pendant quatre-vingt-dix jours. En tout, j'ai passé quatre ans et demi emprisonnée à Ankara. Mon mari a été arrêté avec moi. J'ai une fille de ce mariage. Quand il a été relâché en 1988, notre mariage avait déjà été cassé. Plus tard, j'ai participé à la création de

37. Philippe Juhem, « Effets de génération », art. cit, p. 190.

38. Tous les noms des interviewées sont des pseudonymes.

39. Toutes les traductions de langue originale vers le français sont celles de l'auteure, y compris les traductions des entretiens réalisés en turc et traduits vers le français.

40. Mahir Çayan était un militant de la gauche révolutionnaire turque, leader du parti Front de libération des peuples de Turquie (*Türkiye Halk Kurtuluş Partisi-Cephesi* ou THKP-C), assassiné en 1972.

41. Dev-Genç (*Devrimci Gençlik*, Jeunesse Révolutionnaire) était une organisation de la gauche révolutionnaire turque fondée en 1965 et interdite à la suite du coup d'État de 1971.

l'Association des soixante-dix-huitards (*78liler Derneği*). Pendant longtemps, j'étais sa responsable régionale⁴².

Hatun est une représentante de la génération 1978 par excellence. Elle a participé à la fondation de l'association, qu'elle a ensuite dirigée, en se réclamant de cette identité politique. Non seulement Hatun s'auto-identifie avec la génération, mais elle l'incarne à travers sa manifestation la plus visible publiquement et même la plus institutionnalisée – l'Association des soixante-dix-huitards.

À Izmir, j'ai également interviewé Ferzê, active au sein du mouvement kurde depuis plusieurs décennies, mais qui n'occupait pas de fonction politique représentative au moment de notre interview en 2016. Originnaire de Malatya en Anatolie de l'Est, Ferzê vient d'une famille de cinq enfants relativement pauvre. En parlant de sa politisation, elle s'est spontanément identifiée à la génération de 1978. Elle était active à gauche pendant cette décennie qui correspond à ses études au lycée. Elle était si fervente politiquement qu'elle a même été renvoyée (*sürgün*) de son établissement et transférée dans une école où la droite radicale était prédominante parmi les écoliers. En raison de ce renvoi, elle a subi quotidiennement les brimades des jeunes des factions de la droite nationaliste. Après son mariage, Ferzê a déménagé à Şanlıurfa où elle a exercé son métier d'enseignante et a poursuivi des activités syndicales au sein d'un syndicat ancré à gauche. Parallèlement, elle est devenue représentante régionale de l'association alévie de Pir Sultan Abdal. Elle a été arrêtée en 1980, alors qu'elle était enceinte de sept mois, et torturée. Ferzê a perdu son enfant. Dans notre entretien, elle fait le lien entre son expérience et celle de son mari, arrêté une nouvelle fois en 2009 au moment des procès de milliers d'acteurs politiques kurdes. Son mari s'est vu diagnostiquer un cancer et est décédé peu après son incarcération. « Je n'ai rien à perdre », concluait Ferzê en réaffirmant la fermeté de ses positions politiques et son soutien au mouvement kurde⁴³.

À la tête de la branche féminine locale du Parti républicain du peuple (CHP, *Cumhuriyet Halk Partisi*), une formation de centre gauche, au moment de notre entretien, Lale s'est retrouvée dans les années 1970 dans le collimateur de l'État à cause de son engage-

42. Hatun, ancienne co-présidente du parti démocratique des peuples (HDP) d'arrondissement, Izmir, 3 juin 2016 (1).

43. Ferzê, ancienne présidente de l'association alévie, sympathisante du HDP, Izmir, 5.6.2016.

ment au sein de l'Association des femmes progressives (IKD, *İlerici Kadınlar Derneği*) :

Je suis de Trabzon et j'ai toujours vécu ici. J'ai travaillé pendant toute ma vie comme infirmière. À partir de mes vingt ans, je me suis investie dans des associations de femmes et des associations professionnelles. Notre but principal, à l'époque, était d'obtenir un salaire égal pour un travail égal. Mon mari a été arrêté en 1971. Moi-même, j'ai été arrêtée après le coup d'État de 1980. J'ai passé trois ans en prison, pour la seule raison que j'étais la représentante locale de l'IKD⁴⁴.

Fondée en 1975 et proche du parti communiste, l'Association des femmes progressives (IKD) fait exception dans le silence qui prévalait concernant l'engagement politique féminin à cette époque⁴⁵. Deux monographies lui ont été consacrées, ainsi que des articles et des chapitres d'ouvrages⁴⁶. Toutefois, les femmes ont créé une myriade d'organisations non mixtes dont l'historiographie ne s'est pas encore saisie⁴⁷. Gezgin, mon interviewée d'Izmir, s'est également engagée au sein de l'ikd, un engagement qui lui a valu d'être emprisonnée après le putsch de 1980. Provenant d'une famille ancrée au sein du CHP – son grand-père était parmi les fondateurs de l'unité locale du parti dans les années 1920 et la famille de son conjoint a occupé des postes dans sa haute bureaucratie –, Gezgin a intégré les branches féminines du CHP en 1975, au moment où elle a entamé ses études universitaires à Ankara. Peu satis-

44. Lale, à la tête des branches féminines locales, CHP, Trabzon, 16.3.2016.

45. Zeynep Bursa Millet, « Türkiye Kadın Hareketi Tarihinde "İlerici Kadınlar Derneği"nin Yeri » [La place de l'Association des femmes progressistes dans l'histoire du mouvement des femmes en Turquie], Orta Doğu Teknik Üniversitesi, Ankara, 2012.

46. Emel Akal, *Kızıl Feministler* [Les féministes rouges], İstanbul, İletişim Yayıncılık, 2011, 315 p. ; Muazzez Pervan, *İlerici Kadınlar Derneği 1975-1980 : Kırmızı Çatklı Kadınların Tarihi* [L'association des femmes progressistes 1975-1980: L'histoire des femmes aux bordures rouges], İstanbul, Tarih Vakfı, 2013, 560 p.

47. Toutefois, la période antérieure a déjà été étudiée, voir notamment Feryal Saygılıgil, *Kadınlar Hep Vardı - Türkiye Solundan Kadın Portreleri* [Les femmes étaient toujours là - Les portraits des femmes de la gauche de la Turquie], Ankara, Dipnot, 2017, 352 p. ; Nadire Mater, *Sokak Güzeldir. 68'de Ne Oldu?* [La rue est belle. Ce qui s'est passé en 68 ?], İstanbul, Metis Kitap, 2012, 404 p.

faite de l'impact de son engagement, elle est entrée en contact avec les organisations de la gauche révolutionnaire en quête de projets ayant un impact sociétal. Elle raconte :

J'étais active au sein de *Halk Evleri*⁴⁸ où j'ai initié la création de la commission des femmes. J'y ai appris beaucoup de choses, mais je voulais spécifiquement contribuer à l'amélioration de la situation des femmes. J'ai fait le tour des associations féminines. Je ne voulais pas juste intégrer un groupe de lecture. Les seules qui allaient au-delà étaient les femmes d'IKD. Elles avaient des projets d'alphabétisation destinés aux femmes des quartiers populaires. Je les ai rejointes. Après le coup d'État de 1980, j'ai été arrêtée et j'ai passé dix-neuf mois dans la prison de Mamak à Ankara. J'ai été jugée et acquittée par la suite⁴⁹.

L'expérience de Gezgin révèle la porosité qui existait à l'époque entre un parti systémique (du centre gauche) comme le CHP et les formations et associations de la gauche radicale. Nombre de trajectoires militantes sont marquées par des circulations, ainsi que par le positionnement multiple des acteurs. Du fait de son âge au moment de son entrée en politique, Gezgin appartient à la génération de 1978. Elle se dit intéressée par le socialisme ce qui permet de constater une certaine proximité idéologique. Elle partage avec les militants de la gauche révolutionnaire également l'expérience de la répression conduite par la junte militaire. Enfin, elle maintient des liens avec ses contemporaines des années 1970 jusqu'à aujourd'hui. Toutefois, lors de notre entretien, Gezgin ne s'est pas spontanément présentée comme appartenant à cette génération, à la différence de nombre des interviewées. Son cas permet de relever l'importance du critère de l'auto-identification quand on considère l'appartenance générationnelle. S'il est toujours possible, conceptuellement, d'inclure Gezgin dans la catégorie des soixante-dix-huitards, l'absence d'identification renvoie aux conséquences contemporaines de cette étiquette. J'ai déjà souligné l'existence de l'association éponyme, laquelle réunit en grande partie des critiques virulents à l'égard du parti dans lequel Gezgin poursuit son activité politique, le CHP. Une affinité datant des années 1970 est une

48. Une organisation à la base étatique opérationnelle depuis 1932. À l'époque, l'idée fondatrice était de propager les idéaux républicains kémalistes. Aujourd'hui, il s'agit d'une organisation de la gauche radicale indépendante de l'État.

49. Gezgin, ancienne membre de l'assemblée du parti, CHP, Izmir, 20 juin 2015.

chose, des rivalités politiques contemporaines en sont une autre. Pour des raisons stratégiques partisans, Gezgin peut préférer ne pas se réclamer d'un héritage qui révélerait ses liens avec la gauche radicale il y a quarante ans. D'autant plus que le CHP n'a pas nécessairement résolu tous les défis que le coup d'État lui a posés.

La génération 1978 : une unité générationnelle

Par leur profil individuel, leur héritage familial et les circonstances de leur politisation, les personnes interviewées confirment la thèse de François Georgeon sur la « génération effective ». Si elles relèvent de la génération de 1978, c'est notamment grâce à l'expérience partagée de la politisation des 1970 et de la répression étatique qui a suivi le coup d'État. Surtout, leur ancrage idéologique dans la gauche radicale peut être considéré comme contribuant à la formation d'une conscience commune au sens de Karl Mannheim. Les militantes sont toutes dans leurs années de jeunesse, certes à des âges variables, entre treize et vingt-cinq ans. De surcroît, elles partagent également une position de « séniorité » au sein de leurs fractions politiques, critère privilégié comme marqueur générationnel par Marie-Claire Lavabre⁵⁰, car elles se sont toutes investies au cours des années 1970. À l'instar de Marie-Claire Lavabre, on peut considérer que ces militantes partagent une certaine « mémoire collective » de cette période puisqu'elles ont traversé les années 1970 au même âge. Ces constats ne devraient cependant pas gommer la diversité des expériences individuelles de mobilisation.

Selon les critères déjà énoncés, le cas d'Ece peut s'apparenter à celui d'une représentante archétypale de la génération de 1978 parmi mes répondantes. Pour la plupart, les personnes interviewées sont originaires de familles sans antécédents politiques. Parfois, les parents ont activement essayé de dissuader leur fille face à un investissement politique à haut risque. Telle a été l'expérience d'Ece, née en 1966 à Kars, que j'ai rencontrée à Izmir :

Ma mère est une femme au foyer et mon père était fonctionnaire. Il votait pour les partis conservateurs, mais ma mère votait pour Ecevit. Notre famille était très démocratique. Ensuite, le temps est venu des arrestations et de la répression en amont du coup d'État. En 1978, ma sœur a été arrêtée avec son mari. Mon père m'a envoyée à l'étranger pour que je ne sois pas la prochaine en lice. Le mari de ma sœur a passé onze ans en prison. À

50. Marie-Claire Lavabre, « Génération et Mémoire », AFSP, Paris, 1981, p. 1-11. (halshs-01267653)

l'époque, on était dans le Parti de la Révolution nationale et démocratique (*Milli Demokratik Devrim*) de Mihri Belli. Kars, où on habitait à l'époque, était surnommé le petit Moscou tant la gauche était dominante dans la ville. Avec mes frères et sœurs, on était membres d'une association où on lisait et discutait. C'était après que l'association a été raflée par la police que mon père m'a envoyée en Allemagne. À mon retour, il a fait en sorte que je me marie avec une connaissance de la famille. Il disait que s'il n'attachait pas cette fille-là, elle deviendrait terroriste, et ainsi, il a décidé que je devais me marier. Ce que j'ai fait mais ce mariage n'a pas duré⁵¹.

Pour la famille d'Ece, son mariage représente un instrument de « dé-radicalisation ». Si Ece a profité de sa « disponibilité biographique⁵² » pour s'investir dans des groupes de la gauche radicale, sa famille s'est ensuite efforcée de créer des conditions d'indisponibilité biographique à son engagement à risque. Ece est entrée dans l'un des avatars du CHP à sa création en 1983. Elle a quitté le parti au début des années 1990 pour protester contre la manière dont le chef du parti a géré la réponse au massacre des Alévis. Ece est retournée au parti en 2002 pour devenir en 2012 la représentante régionale des branches féminines et, en 2014, la candidate malheureuse au poste de maire. En conséquence de son investissement politique, Ece fait partie de la génération 1978, même si elle n'a pas vécu directement le coup d'État en Turquie (étant alors en Europe). Du fait qu'elle est originaire de Kars, son expérience du militantisme montre que la gauche révolutionnaire, loin d'être confinée à des métropoles, s'est développée à travers le pays jusqu'à marquer la réputation de certaines villes, comme Kars, surnommé « le petit Moscou ». D'ailleurs, il faut noter qu'Ece n'est pas la seule femme à avoir été forcée de revoir son investissement politique après le mariage.

Du fait de la multiplicité des formes d'engagement politique, ainsi que de la diversité des affinités idéologiques, les membres de la génération 1978 apparaissent plutôt comme membres d'une unité générationnelle au sens de Karl Mannheim, c'est-à-dire d'un segment de la cohorte d'âges adoptant une vision particulière par rapport à l'événement formateur. Cette distinction permet à

51. Ece, ancienne représentante régionale des branches féminines, CHP, Izmir, 7 juillet 2015.

52. Le concept de disponibilité biographique a été utilisé notamment par Doug McAdam, « The biographical consequences of activism », art. cit, p. 744.

Mannheim de rendre compte des différences entre les courants idéologiques qui se développent simultanément. En m'avançant sur la dernière partie de cet article, il serait possible de considérer la « génération 1978 » comme étant une unité générationnelle qui partage une conscience commune et mobilise consciemment une culture partagée, mais qui existe parallèlement à d'autres courants idéologiques au sein d'une catégorie plus large, celle de la « génération du coup d'État » de 1980.

Pour conclure, je souhaite revenir sur le cas de Gezgin du CHP à Izmir, qui soulevait la question de la possible appartenance à la génération de 1978 sans identification à cette génération. L'identification de soi avec la génération 1978 est largement liée aux considérations individuelles et l'attitude vis-à-vis de l'étiquette générationnelle relève de la positionnalité contemporaine, plus que de la réalité d'une socialisation politique partagée dans les années 1970. Une autre formule populaire était utilisée dans les années 1970 pour décrire les adeptes de la gauche radicale, celle des « héritiers du Dev-Genç », qui fait référence à la Jeunesse révolutionnaire, l'organisation marxiste-léniniste active entre 1965 et 1971. Ses « héritiers » sont alors toutes les formations de cette tradition idéologique qui se sont développées après le coup d'État de 1971. Le marqueur principal en est leur proximité idéologique. Toutefois, ces considérations de proximité idéologique ne devraient pas cacher de profondes (et violentes) rivalités entre les fractions à l'époque. Mes entretiens à Izmir, en 2018, ont montré que les rivalités idéologiques entre les fractions se traduisaient par une absence de liens de solidarité, notamment dans les prisons, et que ces rivalités persistaient dans les relations interpersonnelles jusqu'à aujourd'hui. En ce sens, l'étiquette de « génération 1978 », construite rétrospectivement, a un effet unificateur malgré des différences persistantes et le récit commun de la persécution étatique après le putsch est un vecteur de cette unification.

Le trauma partagé de la violence étatique peut ainsi permettre une certaine atténuation des rivalités et de la mémoire de la violence inter-fractionnelle des années 1970. Cela permettrait également d'expliquer pourquoi la génération 1978 et le coup d'État de 1980 paraissent dialectiquement liés et pourquoi il est difficile de penser la première sans le second. Les militants de la génération 1978 sont tout autant marqués par une politisation commune que par le sentiment commun de la persécution à la suite du coup d'État, et c'est celui-ci qui permet de forger un sentiment d'identité commune malgré les rivalités fratricides de la décennie précédente.

Nicolas Monceau lie lui aussi la génération de 1978 au coup d'État de 1980 :

La « génération 1978 » fait davantage référence à la jeunesse politisée à gauche des années 1970. Le coup d'État militaire de 1980, par la rupture brutale qu'il impose au mouvement révolutionnaire et la répression qui s'ensuivit, est vécu comme un événement marquant, sinon traumatisant, pour les membres de cette génération⁵³.

Le coup d'État n'a pas propulsé cette génération en politique, elle y était déjà. Mais il agit comme une rupture et permet de penser les trajectoires « post-répression » de ces militantes de la gauche radicale. Il reste également le marqueur principal de cette génération car il s'est abattu avec une force disproportionnée sur les adeptes des organisations de la gauche révolutionnaire.

Les trajectoires « post-répression »

« Une fois formée, l'identité générationnelle ne peut pas changer⁵⁴ », estime Aleida Assman. Son propos soulève des questions sur la nature supposée fixe de l'appartenance générationnelle : qu'en est-il des reconversions politiques de ses membres ? Quelle est l'importance de l'identification du soi ou au contraire de son absence dans la vie postérieure ? Duane F. Alwin s'est demandé, de manière plus souple, si les membres des différentes générations ont été distinctivement et durablement marqués par leurs expériences formatrices de jeunesse ou si cet impact a été éphémère et si les gens changeaient d'identité et de conviction au cours de leur vie⁵⁵. Dans ces interrogations, le dialogue entre la sociologie des générations et celle de la socialisation politique s'avère fructueux. Il permet de rendre compte de la complexité et des directions multiples des processus de mobilisation militante au niveau collectif et individuel. Les chercheurs travaillant sur les générations, comme John

53. Nicolas Monceau, « Le rôle des coups d'État militaires dans la formation et la trajectoire des générations politiques. L'exemple de la génération 68 en Turquie », art. cit, p. 224.

54. Aleida Assmann, « Memory, Individual and Collective », in Charles Tilly & Robert E. Goodin (éd.), *The Oxford Handbook of Contextual Political Analysis*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p. 214.

55. Duane F. Alwin & Ryan J. McCammon, « Generations, Cohorts, and Social Change », in Jeylan T. Mortimer & Michael J. Shanahan (éd.), *Handbook of the Life Course*, Boston, MA, Springer US, 2003, p. 24.

A. Vincent, invitent à introduire une perspective longitudinale pour rendre compte des variations, notamment intra-générationnelle⁵⁶. Quant aux sociologues du militantisme, ils étudient les carrières « post-répression », ce qui leur permet d'analyser les trajectoires au niveau micro⁵⁷. En me focalisant sur les biographies personnelles et professionnelles des anciennes militantes de la gauche radicale des années 1970, je souhaite retracer les variations de leurs trajectoires. Cela permet notamment d'émettre l'hypothèse de la variabilité des effets de la répression étatique sur l'investissement militant⁵⁸. Enfin, les revendications de l'étiquette de 1978 ou, au contraire, les reconversions des militants contribuent à expliquer la visibilité de la génération 1978 en Turquie⁵⁹.

CHP : héritage familial et trajectoires de « dé-radicalisation »

Les carrières politiques des militantes de la gauche révolutionnaire ont été façonnées par les changements dans l'offre politique, par la répression étatique dont elles ont fait l'expérience au premier rang et par leur trajectoire biographique individuelle (leur vie familiale, professionnelle et leurs engagements associatifs). Je m'intéresse dans cette partie à des trajectoires « post-répression », plus spécifiquement aux moments où ces femmes ont pu reprendre une activité politique. Tout en ayant conscience de la simplicité de la classification, je propose trois catégories de carrières « post-répression », dont la première se fait au sein du CHP ou bien dans ses avatars des années 1980.

Au regard des trajectoires politiques des femmes du CHP à Izmir et Trabzon, on s'aperçoit que nombreuses sont les reconverties de la gauche révolutionnaire. Seule une petite partie d'entre elles a continuellement été engagée au sein du CHP. Tel est le cas de Bangu, née en 1957, fille d'un officier de police, devenue présidente des branches féminines du CHP à Izmir au milieu des années 1970, élue

56. John A. Vincent, « Understanding generations: political economy and culture in an ageing society », *The British Journal of Sociology*, décembre 2005, vol. 56, 4, p. 579-599.

57. Élise Massicard, « Répression et changement des formes de militantisme », art. cit, p. 1.

58. Hélène Combes & Olivier Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », *Revue française de science politique*, 12 décembre 2011, vol. 61, 6, p. 1047-1072.

59. Sur la visibilité changeante de la génération de 1968 en France voir : Philippe Juhem, « Effets de génération », art. cit, p. 193.

conseillère municipale à l'âge de vingt-cinq ans. L'exemple de Bangu fait l'objet de développements dans la dernière partie, mais permet d'ores et déjà de montrer une trajectoire d'investissement « continue » au sein du CHP. La « continuité » de l'engagement a été ponctuée par le coup d'État, lors duquel tous les partis politiques ont été interdits, mais Bangu a intégré la première formation de centre gauche créée en 1983 et y a travaillé avant d'être réélue conseillère municipale en 1989. Lors de notre entretien en 2015, elle effectuait son cinquième mandat municipal⁶⁰.

Gezgin, citée *supra*, a intégré les branches féminines du chp au milieu de l'année 1970, mais elle a aussi collaboré avec l'Association des femmes progressives (IKD) Cette collaboration lui a valu dix-neuf mois de prison après le coup d'État. À la suite de son incarcération, Gezgin a perdu son emploi dans le secteur public mais a mené un combat juridique qui lui a permis de le retrouver en 1989. En parallèle, elle a terminé ses études à l'étranger. À son retour en Turquie, ayant pu reprendre son poste, elle s'est retrouvée dans l'incapacité d'avoir une activité politique au sein d'un parti car, en Turquie, les employés du secteur public ont l'interdiction formelle d'adhérer à des partis politiques. Ancienne du chp des années 1970, Gezgin a réintégré son parti en 2002 quand elle a quitté son emploi⁶¹. Plusieurs éléments permettent d'identifier une certaine continuité dans la carrière politique de Gezgin et surtout son ancrage dans le chp : d'une part, Gezgin était elle-même membre du CHP avant et après le coup d'État de 1980 (tout en enregistrant une période de vingt-deux ans d'interruption formelle) ; d'autre part, son grand-père a été l'un des fondateurs de l'unité locale du parti à Izmir dans les années 1920. L'offre politique contemporaine, l'héritage familial et son propre investissement politique des années 1970, tout cela a contribué à l'ancrage de Gezgin au sein du principal parti de centre gauche après son expérience de coopération avec l'IKD.

À Trabzon, les héritages familiaux de l'appartenance au CHP apparaissent assez récurrents. L'investissement au sein de la gauche révolutionnaire en amont du coup d'État est relaté, notamment par Jale, comme un « trait de jeunesse » et l'entrée au CHP comme un « retour à la normale ». Jale avait dix-neuf ans au moment du putsch. Sympathisante de la gauche révolutionnaire, elle a milité

60. Bangu, conseillère municipale, CHP, Izmir, 3 juillet 2015.

61. Gezgin, ancienne membre de l'assemblée du parti, CHP, Izmir, 20 juin 2015.

pendant deux ans dans des associations de la gauche révolutionnaire. Elle vient d'une famille aux affinités de centre gauche. Son grand-père a fait partie des membres fondateurs du CHP à Trabzon. Son père a participé à la formation du HP⁶², parti de centre gauche après le putsch de 1980. Dans la foulée de cet événement, Jale a intégré le secteur privé et fondé une famille. Pendant les quinze années de sa vie professionnelle, elle a participé deux fois à des tentatives de création d'un syndicat sur son lieu de travail. Sans appartenance politique formelle, elle a poursuivi ses efforts de syndicalisation et s'est investie au sein d'une organisation de personnes originaires de son arrondissement de Trabzon (*hemşehri derneği*). Elle a intégré le CHP en 2000 et a été élue conseillère municipale en 2009⁶³. Dans le cas de Jale, ses engagements familiaux et professionnels ont créé une indisponibilité biographique pour l'activité politique au cours des années 1980 et 1990. Ayant quitté son emploi, et une fois ses enfants devenus adultes, elle a pu se consacrer à la politique au début des années 2000. La trajectoire post-putsch de Jale est similaire aux trajectoires des représentants des associations aléviées étudiés par Élise Massicard. Ceux-ci ont également connu une socialisation politique au sein de la gauche révolutionnaire des années 1970, pour se désinvestir de l'activité politique au cours des années suivantes et finalement retrouver un engagement dans les associations aléviées et organisations de leurs villes d'origine (*hemşehri*)⁶⁴.

Les expériences de Jale, Gezgin et Bangu sont celles d'un « retour » au CHP. Toutefois, le parti apparaît également comme un espace de « dé-radicalisation » pour les anciennes militantes de la gauche révolutionnaire. Ece, à Izmir (citée *supra*), a intégré le CHP après avoir été poussée au mariage par son père qui craignait l'engagement politique radical de sa fille. Son cas n'est pas unique. Kara, conseillère municipale du chp à Izmir, appartient par son âge à la génération de 1968, mais sa trajectoire permet d'explicitier la dynamique de « dé-radicalisation » :

62. Parti populiste (*Halkeçi Parti*) qui était actif entre 1983 et 1985 avant de fusionner avec SODEP.

63. Jale, ancienne conseillère municipale, CHP, Trabzon, 31 mars 2016.

64. Élise Massicard, « Répression et changement des formes de militantisme », art. cit, p. 8.

J'étais une sympathisante de THKO et de Deniz Gezmiş⁶⁵. J'ai participé à tous les rassemblements et manifestations. Mon investissement s'est poursuivi jusqu'à mes dix-neuf ans. Après, je me suis mariée et mon fils est né dix mois et demi plus tard. Je ne pouvais pas prendre un bébé dans des manifestations, alors j'ai intégré les branches jeunes [*gençlik kollari*] du CHP en 1972. J'ai collaboré avec le parti malgré mon statut de fonctionnaire. En conséquence de mon engagement politique, j'ai été limogée de nombreuses fois. À Sivas, c'était avant le coup d'État de 1980, on a ouvert le feu sur notre maison. J'exerçais mon emploi depuis vingt-deux ans quand la nouvelle que le CHP allait être rouvert m'est parvenue. Je voulais être là parmi les fondateurs, alors j'ai quitté mon travail en 1992 et j'ai pris ma retraite. Depuis, je suis active dans le parti⁶⁶.

Pendant sa longue carrière politique, Kara a été chef des branches féminines locales, deux fois conseillère municipale et candidate malheureuse à la députation. Son entrée au CHP dans les années 1970 a résulté de la recherche d'un engagement à moindre coût, étant donné son indisponibilité, due à sa biographie, pour des mobilisations à risque. Toutefois, le CHP n'est pas seulement un espace d'investissement à bas coût politique, c'est aussi un parti où une certaine forme de politique de gauche est possible. À Trabzon, le CHP représente cette option de parti de centre gauche en l'absence du HDP, le parti pro-kurde, qui attire depuis quelques années les sympathisants de la gauche radicale en Turquie. Âgée de soixante ans, Lale (citée *supra*) était chef des branches féminines du CHP à Trabzon au moment de notre entretien, mais elle a passé trois ans en prison du fait de son investissement dans l'Association des femmes progressives (IKD), une organisation proche du parti communiste. Infirmière, Lale a pris sa retraite en 2003. Elle a rejoint le CHP quelques années plus tard. Elle se dit bien plus à gauche que son parti, mais remarque aussi que le CHP représente un espace d'engagement possible, étant donné la distribution des forces politiques à Trabzon⁶⁷.

65. L'Armée de libération du peuple de Turquie (THKO, *Türkiye Halk Kurtuluş Ordusu*), organisation clandestine de la lutte armée fondée en 1970, notamment par Deniz Gezmiş.

66. Kara, conseillère municipale, CHP, Izmir, 7 juin 2016.

67. Lale, présidente locale des branches féminines, CHP, Trabzon, 16 mars 2016.

Toujours à Trabzon, une dynamique similaire marque la trajectoire politique de Mengüç. Avant le coup d'État de 1980, son père a été maire dans l'un des arrondissements de Trabzon et ses frères ont été emprisonnés pour leur engagement à gauche après le putsch de 1971. Mengüç avait dix ans en 1971 et elle est entrée à l'université en 1980. Elle était sympathisante de la gauche révolutionnaire mais n'a pas occupé de position en vue au sein des structures militantes, ce qui l'a protégée de la répression étatique. Elle a travaillé dans la fonction publique pendant vingt ans avant de prendre sa retraite. Tout de suite après, elle a adhéré au CHP et a été élue conseillère municipale. Mengüç est parmi les rares politiciennes du CHP qui a maintenu des contacts avec les militants de la gauche radicale à Trabzon. Parmi les répondantes aux entretiens qui ont intégré le CHP, les femmes ayant un passé dans la gauche révolutionnaire sont bien plus fréquentes à Trabzon qu'à Izmir. Cela peut être lié à l'offre politique dans chacune de ces villes. Les observations sur le terrain permettent de nuancer légèrement les propos de Hamit Bozarslan, selon qui « tous ceux qui ne sont pas de droite, à l'exception de la gauche radicale et des adeptes du pkk⁶⁸ » se rassemblent au sein du SHP⁶⁹, parti de centre gauche des années 1980. Les trajectoires féminines permettent d'infléchir cet argument car même les femmes de la gauche révolutionnaire à Trabzon et, dans une moindre mesure, à Izmir intègrent le CHP et ses avatars. Le CHP représente pour elles la garantie minimale d'un espace démocratique, d'une politique de centre gauche ainsi qu'un espace de « dé-radicalisation ».

Le mouvement kurde : la continuité de l'engagement

Les trajectoires des femmes actives au sein du mouvement kurde dans les années 1970 représentent la deuxième catégorie : celles marquées par la continuité de l'engagement. Cet engagement politique durable est couplé avec une répression étatique également ininterrompue. Les femmes du mouvement kurde ont été exposées à des niveaux de violence plus élevés que leurs homologues de tout

68 Hamit Bozarslan, « Between integration, autonomization and radicalization. Hamit Bozarslan on the Kurdish Movement and the Turkish Left », art. cit, p. 9.

69 Le parti social-démocrate populaire (SHP, *Sosyaldemokrat Halkçı Parti*) est né en 1985 de la fusion de deux formations de centre gauche créées après le coup d'État de 1980.

autre parti politique⁷⁰. De ce fait, il n'est pas juste de parler de carrières « post-répression » pour les membres du mouvement kurde. Pour décrire leurs trajectoires post-1980, il faut plutôt employer le terme de carrières « post-coup d'État ». Le fait que le PKK soit parvenu à survivre au putsch de 1980, probablement en tant que seule organisation radicale marxiste-léniniste, a permis au mouvement kurde de se développer dans son ensemble. Les femmes s'y impliquent à plusieurs niveaux (armé, politique, associatif), témoignant par leurs trajectoires des interconnexions entre les différents acteurs du mouvement kurde (guérilla du PKK, partis politiques pro-kurdes⁷¹, médias, organisations féminines, organisations des droits de l'Homme).

Dans les années 1980 et au début des années 1990 surtout, la marge de manœuvre dans la politique légale était extrêmement restreinte pour les militantes kurdes. De ce fait, nombre de femmes actives dans les années 1970 et incarcérées après le coup d'État ont rejoint la guérilla à la suite de leur libération. Il faut noter également que les militantes kurdes endurent les peines de prison les plus longues. Si, au sein de la gauche révolutionnaire turque, des peines de deux à six ans sont souvent la règle, chez les sympathisants du mouvement kurde on enregistre des peines plus longues (une dizaine d'années) ou un enchaînement de peines de moindre durée. Ainsi, certaines de ces femmes ont également été concernées par deux amnisties (de Turgut Özal dans les années 1990 et de Raĥşan Ecevit en 2000⁷²).

70. Hélène Combes et Olivier Fillieule considèrent que les niveaux de répression déployée tendent à être plus élevés pour les acteurs se servant des répertoires d'action non-conventionnels. Les adeptes du mouvement kurde entrent dans cette catégorie. Hélène Combes & Olivier Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », art. cit, p. 1055.

71. Hamit Bozarslan fait une distinction entre le PKK et les partis politiques en désignant le premier comme l'acteur de référence et le second comme l'acteur de représentation. Hamit Bozarslan, « Between integration, autonomization and radicalization. Hamit Bozarslan on the Kurdish Movement and the Turkish Left », art. cit, p. 10.

72. Milliyet, *Türkiye tarihinde af yasaları* [Les lois d'amnistie dans l'histoire de la Turquie], <http://www.hurriyet.com.tr/gundem/turkiye-tarihinde-af-yasaları-74638>, 27 mai 2002. Raĥşan Ecevit, épouse de l'homme politique bien plus connu, B lent Ecevit, a formulé la proposition d'amnistie en sa

Pour illustrer les trajectoires menant à la guérilla, le cas de Gürbetelli Ersöz, la première rédactrice en chef d'un journal quotidien en Turquie, est révélateur. Née à Elazığ en 1965, Ersöz a été diplômée en chimie et a travaillé comme assistante à l'université⁷³. Elle n'a pas vécu le coup d'État de 1980 en prison, son incarcération étant postérieure à cette date, puisqu'elle a été arrêtée en 1990 pour ses activités politiques et journalistiques. À sa libération, elle est devenue rédactrice en chef du quotidien kurde *Özgür Gündem*. Arrêtée à nouveau en 1993, elle a été libérée un an plus tard, temporairement seulement, car elle risquait six années supplémentaires de prison. Elle a rejoint le PKK en 1995. Elle est décédée à l'âge de trente-deux ans⁷⁴. Lors de son engagement à *Özgür Gündem*, Gürbetelli Ersöz avait des collègues devenues dans les années 2000 les femmes politiques le plus haut placées des partis pro-kurdes : Gül-tan Kışanak est devenue députée, puis co-maire de Diyarbakır (elle est emprisonnée depuis 2016) et Yurdusev Özsökmenler, qui a passé plusieurs années en prison dans le cadre d'un procès politique (connu sous l'appellation KCK), a ensuite été élue députée et est devenue la vice-co-présidente du HDP, tandis que Gürbetelli Ersöz intégrait la guérilla. Les trois femmes se connaissaient grâce à des réseaux politiques communs et grâce à leurs activités dans les médias kurdes. Un rapport d'Amnesty International datant de 1993⁷⁵ mentionne d'ailleurs leurs trois noms et les désigne comme de possibles victimes de la torture après que la police a pris d'assaut le bureau d'*Özgür Gündem*. Le cas d'Ersöz révèle la diversité des trajectoires au sein du mouvement kurde où un investissement politique avec une marge de manœuvre limitée représente l'une des options possibles.

qualité de vice-présidente du parti démocratique de gauche (Demokratik Sol Partisi, DSP) alors au pouvoir.

73. Le journal personnel d'Ersöz, qui couvre les deux années de sa vie en tant que membre de la guérilla, a été publié. Son histoire est également rappelée dans Hüseyin Akyol, *Aykırı Kadınlar* [Les femmes oppositionnelles], Istanbul, Imge Kitabevi, 2012, 270 p. ; Gürbetelli Ersöz, *Gurbet'in Günceci - Yüreğimi Dağlara Nakşettim* [Le journal de Gurbet/de l'étrangère - J'ai gravé mon cœur dans la montagnes], Diyarbakır, Aram, 2014, 304 p.

74. Ersöz est tuée lors d'un affrontement avec les forces armées du KDP (parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani en Irak.

75. Amnesty International, *EXTRA 105/93 Fear of Torture*, Istanbul, Amnesty International, 1993.

La continuité de l'engagement et la continuité de la répression transparaissent à travers les récits des femmes politiques. Öykü, qui occupait le poste de co-maire lors de notre entretien, est née en 1960 à Ağrı. Elle était active dans des organisations de la gauche révolutionnaire pendant ses études au lycée. Elle considère pourtant que l'impulsion à son investissement politique est encore plus précoce : le moment de sa rencontre avec la langue turque au tout début de sa scolarisation. Comme beaucoup d'enfants kurdes, Öykü a, elle aussi, entendu le turc pour la première fois à l'école et mentionne avoir souffert de l'apprentissage forcé de cette langue et du dénigrement de la sienne. Elle a été enseignante, fonction qu'elle a exercée au sein d'un département où la droite nationaliste était dominante et où elle a été limogée à la suite du 12 septembre 1980. Plusieurs autres licenciements ont suivi et ont parsemé sa carrière une vingtaine d'années durant. En 1993, elle a été victime de torture lors d'une détention policière de quinze jours. Après avoir pris sa retraite, Öykü a travaillé au sein des partis pro-kurdes et y a rempli une myriade de fonctions. Au moment de notre entretien, elle était co-maire d'arrondissement dans le département d'Ağrı⁷⁶. L'engagement politique d'Öykü peut, à mon avis, être considéré comme continu au même titre que celui de Gezgin du CHP (voir *supra*). Chez Öykü, il y a de surcroît la répression étatique permanente qui se manifeste à travers ses licenciements successifs d'emplois exercés dans des lieux présentant pour elle des risques.

Les répercussions de la persécution politique s'abattent souvent sur les familles entières, comme en témoigne Perihan, co-maire en exercice de son second mandat lors de notre entretien. Pour elle, le 12 septembre 1980 semble avoir contribué à forger un investissement politique durable :

Avant 1980, mon père a été maire dans notre arrondissement pendant presque vingt ans. Après le coup d'État, notre vie de famille a changé entièrement. Mon père, mon grand frère et ma grande sœur étaient recherchés par la police. Nous avons déménagé à Diyarbakır sans avoir d'endroit stable où habiter. Les forces de sécurité perquisitionnaient notre maison presque chaque nuit. Ils ont fini par être arrêtés et nous autres avons quitté la région du sud-est. Pendant plusieurs années, nous n'avons pas été autorisés à retourner dans notre ville. Ma sœur a passé deux ans et demi dans la prison de Metris. Elle a été condamnée à une peine de trente-six

76. Öykü, co-maire HDP, département d'Ağrı, entretien à Diyarbakır, 6 mars 2016.

ans mais a réussi à quitter le pays pendant une période de libération temporaire. Elle vit en Europe comme réfugiée politique. C'est l'engagement politique de mon père qui a motivé celui de mes frères et sœur et le mien. J'étais encore jeune dans les années 1980, mais je n'ai jamais quitté la politique depuis⁷⁷.

Les récits de l'engagement au sein du mouvement kurde sont nombreux et confirment que les trajectoires des femmes politiques kurdes ne sont pas des trajectoires « post-répression » car la répression ne finit pas. L'héritage familial de l'engagement ou le poids de la persécution qui vise toute la famille contribuent à ce que les jeunes femmes intègrent la lutte politique (et/ou armée). C'est également au sein des partis politiques pro-kurdes que les jeunes politiciennes évoquent le plus souvent l'héritage lourd du coup d'État de 1980. La mémoire de cette période se transmet non seulement au niveau intra-familial mais aussi au sein du mouvement kurde de manière plus politique et institutionnalisée.

Le HDP : la réintégration de la gauche révolutionnaire en politique

L'histoire des rapports de la gauche radicale turque avec les militants et organisations kurdes n'est pas linéaire et dépasse largement le cadre de cet article. Toutefois, il est possible de remarquer, à l'instar de Hamit Bozarslan, que les années 1970 ont marqué une autonomisation du champ politique kurde, alors que le coup d'État de 1980 a contribué au rapprochement des militants turcs avec le pkk, car celui-ci est devenu l'acteur dominant de la gauche révolutionnaire armée : « Sa position dominante a poussé le PKK à adopter une posture internationaliste et à accepter le rôle de “grand frère” vis-à-vis de la gauche turque, à la protéger, elle ou ce qui en est resté⁷⁸ ». Ces évolutions ont contribué à la redéfinition des attitudes de la gauche turque vis-à-vis des droits des Kurdes. Ces observations se rapportent à la période de l'immédiat après-coup d'État et sont surtout pertinentes pour les militants qui se sont engagés au sein d'organisations illégales et dans la lutte armée.

Les trajectoires des femmes actives au sein de structures légales ou ne prenant pas part à des opérations d'ordre militaire sont systématiquement marquées par une période de discontinuité

77. Perihan, co-maire, arrondissement de Diyarbakır, 29 février 2016.

78. Hamit Bozarslan, « Between integration, autonomization and radicalization. Hamit Bozarslan on the Kurdish Movement and the Turkish Left », art. cit, p. 8.

(*abeyance*⁷⁹), une prise de distance par rapport à la politique qui résulte de transformations à plusieurs niveaux : l'interdiction de tous les partis politiques et la dispersion des organisations de la gauche révolutionnaire ont impacté de façon déterminante l'offre politique des années 1980. Et, si certaines femmes ont intégré le CHP ou ont poursuivi leur engagement au sein du mouvement kurde, d'autres ne se sont pas réengagées dans la politique pendant des décennies. À l'échelle individuelle, elles sont passées par la prison, sont parties à l'étranger, ont été frappées d'interdiction de faire de la politique ou se sont concentrées sur leur vie privée et professionnelle. Toutefois, ce qui pouvait apparaître comme un désengagement n'était en fait qu'une interruption. La création et la popularisation du HDP⁸⁰, parti de gauche pro-kurde calqué sur l'idéologie du mouvement kurde, a marqué une nouvelle étape dans les relations entre le mouvement kurde et les anciennes militantes de la gauche radicale turque. Comme l'ont constaté Yves Déloye et Florence Haegel, « à l'échelle individuelle [...], des événements biographiques (expérience professionnelle, familiale, migratoire, etc.) ou des conjonctures particulières (comme une campagne électorale), peuvent contribuer à rendre actives des dispositions politiques jusqu'alors latentes (phénomènes d'activation) [...]»⁸¹. L'avènement du HDP a signifié un changement dans l'offre politique. Il a pu servir de phénomène d'activation auprès des anciennes militantes de la gauche radicale. C'est ainsi qu'il est possible de lire le réengagement politique chez une catégorie de nos interviewées même après de longues périodes de prise de distance.

Le HDP n'a pas été la première ouverture politique pour les membres de la génération de 1978. En 1996 a été créé le Parti de la liberté et de la solidarité (ÖDP, *Özgürlük ve Dayanışma Partisi*)⁸². Il s'agissait d'une tentative de rassembler sous un même toit les groupes de la gauche radicale divisés et d'attirer les anciens mili-

79. Sandra Grey & Marian Sawer (éd.), *Women's Movements: Flourishing or in Abeyance?*, London – New York, Routledge, 2008, 183 p.

80. Le parti démocratique des peuples (HDP) est un parti de gauche pro-kurde.

81. Yves Déloye & Florence Haegel, « Politisation. Temporalités et échelles », in Olivier Fillieule & al. (éd.), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche...*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2017, p. 341.

82. Ergun Aydınoğlu, *Türkiye Solu (1960-1980)* [La gauche de la Turquie (1960-1980)], Istanbul, Versus Kitap, 2007, p. 409.

tants des années 1970. Le calendrier de la fondation du parti n'est pas anodin : de nombreux militants étaient alors relâchés après de longues années de prison au milieu des années 1990 et d'autres voyaient tout juste levée leur interdiction d'activité politique. Toutefois, l'expérience de l'ÖDP n'a pas abouti et ses composantes se sont à nouveau séparées. Il n'est pas anodin que l'un des éléments de discorde ait été la question du soutien électoral aux partis politiques pro-kurdes. Cela a divisé ceux qui étaient prêts à se solidariser au moment des élections et ceux qui le refusaient. Ce clivage a non seulement marqué le déclin de l'ÖDP mais a aussi donné un indice de la future composition du HDP.

Le HDP a réussi à fédérer les anciens membres de la gauche radicale turque de l'avant-1980 et les sympathisants du mouvement kurde, ces derniers étant toujours significativement plus nombreux. Seher appartient à la génération de 1978. Lors de notre rencontre, elle faisait partie de la direction du HDP au sein d'un arrondissement central à Izmir. Originnaire de Kütahya, elle est turque et provient d'une famille rurale pauvre. Dans son enfance, Seher a fait une tentative de suicide car son père ne voulait plus l'envoyer à l'école en raison des difficultés économiques familiales. La famille avait pris la décision de la marier mais Seher s'est efforcée d'intégrer le marché du travail à la place :

J'appartiens à la génération de 1978. Je m'intéresse à la politique depuis mes seize ans. J'ai fait un apprentissage en dactylographie et j'ai commencé à travailler dans la direction d'un syndicat. À l'époque, on pouvait intégrer un syndicat quand on avait plus de dix-huit ans, mais moi j'y travaillais déjà à seize ans. Cette expérience a accéléré ma politisation et j'ai rejoint la branche de la jeunesse du Parti des travailleurs de la Turquie (*TIP, Türkiye İşçi Partisi*). Pendant le coup d'État de 1980, j'ai été arrêtée et emprisonnée. J'ai été torturée. En tout, j'ai passé quatre-vingt-dix jours en détention, mais l'impact psychologique de ces journées a duré des années. En 1987, j'ai participé à la Convention des femmes qui s'est tenue en Turquie. Depuis, je m'engage au sein du mouvement féministe. Le HDP est le premier parti après des années qui m'inspire⁸³.

En 2015, Seher est retournée en politique après son engagement des années 1970. Elle y est retournée non seulement en tant qu'ancienne militante socialiste, mais aussi en tant que féministe,

83. Seher, membre de la direction d'arrondissement, HDP, Izmir, 3 juin 2016 (2).

car, comme elle l'a dit lors de notre entretien, « le féminisme m'a appris plus que le socialisme ». Parmi les points du programme du hdp qui ont attiré Seher se trouve notamment l'accent mis sur la réécriture de la Constitution de 1982 élaborée par la junte militaire. Dans le bureau du parti où nous nous sommes rencontrées, se trouvaient aussi plusieurs de ses camarades des années 1970. Seher a commenté la situation en riant : « Nous sommes toujours là ». Sa remarque paraît revêtir un double sens. D'une part, elle se rapporte à la présence à ses côtés de ses connaissances militantes quarante ans après leurs premières rencontres : même après plusieurs décennies, elles se retrouvent encore dans un espace commun pour militer. D'autre part, ses propos signifient que ces militants ont la capacité d'être encore là, c'est-à-dire d'endurer un investissement politique coûteux. La génération de 1978 affiche une certaine résilience vis-à-vis de la violence étatique qui s'abat régulièrement sur les politiciens des partis pro-kurdes. En cela, ils s'appuient sur leur expérience militante des années 1970. Le HDP dispose ainsi d'un élément d'ancrage avec des unités locales dans les départements de l'ouest de la Turquie.

Le cas de Hatun, ancienne co-présidente d'arrondissement du hdp à Izmir, a déjà été évoqué comme un exemple par excellence de l'identification de soi avec la génération de 78. Après que Hatun a passé quatre ans et demi en prison, elle a tout de même pu réintégrer l'administration publique (notamment grâce à son diplôme de science politique de l'université d'Ankara). En 1988, son interdiction de quitter le pays a expiré et elle est allée poursuivre ses études en Europe. À son retour, elle a cofondé KESK, un syndicat de gauche, et s'est impliquée dans la création du secrétariat des femmes dans le cadre de cette organisation. Dans les années 1990, elle votait blanc à chaque élection, puis elle a commencé à soutenir les coalitions comprenant les partis pro-kurdes et enfin à voter pour le HDP. En tant que représentante de l'Association des soixante-dix-huitards (*78liler Derneği*), elle siégeait au sein du HDK (une assemblée d'associations et d'ONG de gauche, proches du mouvement kurde). De là, elle a intégré le HDP et a été élue co-présidente d'arrondissement (*eşbaşkan*⁸⁴) peu après⁸⁵. Au moment

84. Le système de co-présidence a été introduit en 2005 dans le parti pro-kurde. Les postes de direction du parti sont occupés conjointement par un homme et une femme. L'équivalent de ce système a été introduit en 2014 au niveau des mairies avec une femme et un homme co-maires élus pour le parti pro-kurde.

de notre entretien, elle faisait encore partie de la direction d'arrondissement sans occuper le poste de co-présidente.

Le HDP a créé un espace politique qui a attiré les anciennes militantes de la gauche radicale restées en dehors de la politique pendant des décennies. Toutefois, comme leurs différentes trajectoires l'ont montré, elles ne sont pas restées loin des mobilisations et de l'action collective en s'engageant dans des syndicats, associations et dans le mouvement féministe. Leur savoir-faire organisationnel et leurs compétences militantes sont une richesse inestimable pour le parti, notamment quand ses membres font face à des arrestations massives et que le coût de l'engagement augmente. Il serait à notre avis possible de prolonger l'analyse faite par Élise Massicard des trajectoires des leaders des associations aléviés issus de la génération 1978. Si ces mêmes personnes avaient été interrogées en 2015-2016, il est fort probable que certains, parmi eux, seraient membres des directions locales du HDP. Parallèlement, de la même façon que le savoir-faire militant est une ressource pour le parti, c'est également une ressource pour les femmes interrogées⁸⁶. La notion de génération 1978 bénéficiant d'une assise dans l'espace public, le passé politique remontant aux années 1970 augmente en importance. Cela montre que cette notion a une portée politique.

Le fait que le HDP soit parvenu à fédérer les acteurs des partis politiques pro-kurdes et les militants de la gauche radicale turque dénote également le succès de sa stratégie d'ouverture vis-à-vis des acteurs non-kurdes. Le bénéfice est mutuel car ces militantes réinvesties en politique répondent également à la volonté du HDP d'attirer des femmes politiques expérimentées (et résilientes vis-à-vis de la répression) pour les nombreux postes réservés aux femmes (notamment la co-présidence à tous les niveaux du parti et 40 % des places réservées aux femmes dans les directions partisanes des arrondissements et des départements). Le parti parvient sans peine à distribuer ces postes dans la région du sud-est où il est très bien implanté, mais il peut rencontrer plus de difficultés dans

85. Hatun, ancienne co-présidente d'arrondissement HDP, Izmir, 3 juin 2016 (1).

86. L'appartenance générationnelle comme ressource a été également envisagée par Ron Eyerman et Bryan Turner, toutefois, ils l'ont surtout pensée en termes de conflits intergénérationnels, tandis qu'au sein des partis politiques, les transmissions du savoir-faire ne devraient pas non plus être négligées. Ron Eyerman & Bryan S. Turner, « Outline of a Theory of Generations », art. cit.

les départements où ses directions locales sont encore récentes et où son assise électorale est bien moins importante. Cela explique l'ascension rapide de ces militantes à des postes de direction locale du parti : elles disposent d'un profil et de capacités recherchés dans un contexte où la demande en femmes est élevée.

La génération du coup d'État : un concept inclusif

Le coup d'État de 1980 a radicalement réduit les opportunités de mobilisation collective en Turquie et a élevé les coûts de l'engagement politique. La répression a surtout visé les militants de la gauche radicale, mais un ensemble bien plus large de la population du pays a été impacté. Le coup d'État est devenu synonyme de violence étatique non seulement par son ampleur mais aussi du fait de la généralisation des pratiques de torture. La prison de Diyarbakır a été classée parmi les dix pires prisons au monde⁸⁷. Selon les statistiques officielles, 650 000 personnes ont été arrêtées, 230 000 ont été jugées et 1 683 000 personnes se sont retrouvées sur la liste noire de l'appareil sécuritaire⁸⁸. Chaque année, le 12 septembre, les récits des rescapés de la torture sont relayés dans les médias. Parmi ces récits, ceux des femmes ont toujours été minoritaires, même si la situation commence à changer. Cela n'est pas seulement lié au nombre moins élevé de prisonnières par rapport aux hommes (Gültañ Kışanak a estimé qu'en 1983, quatre-vingt femmes ont été incarcérées à Diyarbakır⁸⁹), mais aussi à des tabous

87. Hürriyet, *Diyarbakır Cezaevi dünyada en kötü 10 arasında* [La prison de Diyarbakır parmi les dix pires du monde], <http://www.hurriyet.com.tr/gundem/diyarbakir-cezaevi-dunyada-en-kotu-10-arasinda-8811243>, 29 avril 2008, (consulté le 13 novembre 2018); Kaya Akyıldız, « "Orada Bir Canavar Vardı... O Neydi?": Kemalizmin ve Türklük'ün Sınır Deneyimi Olarak Diyarbakır Cezaevi » [Il y avait un monstre là-bas... Qu'est-ce que c'était ? : la prison de Diyarbakır comme une expérience liminale du kémalisme et de la turcité], in Barış Ünlü & Ozan Değer (éd.), *İsmail Beşikçi*, Istanbul, İletişim, 2011, p. 573-582.

88. Halk TV, *Tam 37 yıl geçti, 12 Eylül'ün zulüm bilançosu: Kronolojik sırayla resimleriyle!* [37 ans se sont écoulés, le bilan de l'oppression du 12 septembre: dans l'ordre chronologique avec les images !], <http://halktv.com.tr/tam-37-yil-gecti-12-eylulun-zulum-bilancosu-kronolojik-sirayla-resimleriyle-224511>, 9 décembre 2017 (consulté le 9 octobre 2019).

89. Ahmet Hakan, *'Co'nun kulübesinde 6 ay işkence gördüm'*, Gültañ Kışanak. [J'ai subi la torture pendant 6 mois dans le chenil de Co, Gültañ Kışanak], <http://www.hurriyet.com.tr/co-nun-kulubesinde-6-ay-iskence-gordum->

concernant les pratiques de torture genrées et sexualisées⁹⁰. En 2008, Pamuk Yıldız a publié ses mémoires, *J'y pense toujours (témoignage de la prison de Mamak*⁹¹), où elle relate les sept années de son incarcération à Ankara. Rahime Kesici Karakaş a publié en 2017, *Être une femme dans la prison n° 5*⁹², un des rares récits au féminin sur la prison de Diyarbakır. De nouveaux témoignages émergent tous les ans, que ce soit sur les prisons les plus connues (à Istanbul, Izmir, Ankara⁹³ ou Diyarbakır) ou sur celles des départements périphériques. Les femmes qui viennent de ces départements révèlent le plus souvent leurs expériences à des journalistes qui les sollicitent au moment de résurgences mémorielles⁹⁴. Ces mémoires et récits contribuent à ce que les tabous autour des expériences de répression spécifiquement féminines soient progressivement brisés.

Le coup d'État a eu un impact sur tous les niveaux de mobilisations politiques⁹⁵. Au niveau macro, la junte militaire a interdit les partis politiques et n'en a autorisé que quelques-uns en 1983. La « synthèse turco-islamique » est devenue l'idéologie officielle, véhiculée notamment par le biais des confréries religieuses (dont celle de Fethullah Gülen). La « dépolitisation » de la société a été le mot

22180481, 18 décembre 2012, (consulté le 13 novembre 2018) ; Gültan Kışanak, *Kürt Siyasetinin Mor Rengi* [La couleur violette de la politique kurde], Istanbul, Dipnot Yayınları, 2018, 197 p.

90. Sur le constat du déploiement des violences spécifiques vis-à-vis des femmes voir Olivier Fillieule et Camille Masclet, « Mouvements sociaux », art. cit, p. 348.

91. Pamuk Yıldız, *O Hep Aklımda (Bir Mamak Cezaevi Tanıklığı)* [J'y pense toujours (Un témoignage de la prison de Mamak)], Ankara, Ayizi Kitap, 2012. Yıldız avait dix-sept ans quand elle a été arrêtée après le coup d'État de 1980.

92. Rahime Kesici Karakaş, *5 Noluda Kadın Olmak* [Être femme dans la prison numéro 5] (1^{re} éd.), Istanbul, Nas Yayınları, 2017, 248 p.

93. Ouvrage collectif, *Kaktüsler Susuz Da Yaşar - Kadınlar Mamak Cezaevini Anlatıyor* [Les cactus vivent même sans l'eau - les femmes racontent la prison de Mamak], Istanbul, Dipnot Yayınları, 2011, 424 p.

94. Gazel Gürbüz, qui a été arrêtée à l'âge de seize ans à Kayseri, a donné son témoignage pour la première fois en 2011. Selma Kara, « Ben Ne Bileyim, Küçük Çocuğum », *Gazel Gürbüz ile söyleşi* [Qu'est-ce que j'en sais ? Je ne suis qu'un enfant. Entretien avec Gazel Gürbüz.] <https://bianet.org/biamag/kadin/132781-ben-ne-bileyim-kucucuk-cocugum>, 17 septembre 2011 (consulté le 12 novembre 2018).

95. Yves Déloye & Florence Haegel, « Politisation. Temporalités et échelles », art. cit, p. 333.

d'ordre des réformes économiques d'envergure menées selon les principes du néolibéralisme et de la société de consommation. Au niveau méso (organisationnel), la plupart des partis et des fractions politiques ont vu leurs structures disloquées. Hamit Bozarslan rappelle le choc qu'a induit le coup d'État pour la gauche turque et kurde. L'impact sur les organisations a été tel que « le passé est devenu dans une certaine mesure dénué de sens » et que le principal défi est devenu celui de la survie⁹⁶. Au niveau micro, enfin, les militants ont été écartés de l'espace public (suite au passage à la clandestinité, par l'exil ou par la prison). Ces éléments et la description sommaire des effets du putsch permettent de considérer le coup d'État de 1980 comme un événement marquant, formateur, un moment de rupture. Ainsi, il est possible de parler de « génération » marquée par ce coup d'État. Cette partie développe deux arguments : d'abord, la diversité des expériences du putsch donne à voir les avantages que comporte un concept inclusif, au contraire de la notion de « génération de 1978 » qui se révèle être une formule trop étroite. Ensuite, « génération du coup d'État » permet d'inclure deux autres cohortes d'âges et d'acteurs politiques à gauche : la génération de 1968 et la génération « une et demie » (en anglais, *1.5 generation*⁹⁷).

Le coup d'État : une diversité d'expériences

L'analyse au niveau microsocial permet, comme le rappellent Yves Déloye et Florence Haegel, de « prendre en compte l'échelle individuelle inscrite dans une configuration spécifique⁹⁸ ». L'objectif, à présent, est donc de saisir le même événement, celui du coup d'État de 1980, à travers les différents récits des femmes politiques. La diversité des expériences du coup d'État chez les femmes positionnées à gauche (pas uniquement de la gauche radicale) permet de donner une certaine plasticité à l'évaluation de l'impact du coup d'État sur l'investissement politique féminin. À

96. Hamit Bozarslan, « Between integration, autonomization and radicalization. Hamit Bozarslan on the Kurdish Movement and the Turkish Left », art. cit, p. 8.

97. Susan Rubin Suleiman, « The 1.5 Generation: Thinking About Child Survivors and the Holocaust », *American Imago*, 1 septembre 2002, vol. 59, 3, p. 277-295.

98. Yves Déloye & Florence Haegel, « Politisation. Temporalités et échelles », art. cit, p. 334.

terme, l'inclusion des femmes affiliées à la droite peut également être envisagée sous cette même catégorie.

L'impact de la répression étatique n'a pas été uniforme. Comme les récits déjà cités l'illustrent, les femmes issues de la gauche radicale turque ou du mouvement kurde ont été presque systématiquement sujettes à la répression étatique à la suite du putsch militaire de 1980⁹⁹. En revanche, les trajectoires de deux des personnes interviewées, Abidan et Bangu, révèlent que, souvent, la répression n'a pas concerné les militants investis au sein du CHP avant 1980. Nous avons rencontré Abidan, ancienne femme politique, âgée de soixante-dix ans, à Trabzon. Fille d'un officier militaire et d'une mère au foyer, elle a fait sa carrière comme enseignante et s'est mariée avec le directeur d'une usine de thé, issu d'une famille de notables locaux. Mère de trois enfants, Abidan a été une femme politique active à Trabzon dans les années 1970, mais elle ne se considère pas comme appartenant à la génération de 1978. À l'époque, elle était à la tête des branches féminines du CHP à Trabzon. Puis, au milieu de l'année 1980, elle a intégré le SODEP¹⁰⁰ et a continué à militer dans des formations de centre gauche jusqu'à ce qu'elles soient de nouveau réunies sous le patronage du CHP. Abidan a été conseillère municipale et brièvement maire dans les années 1990. Dans son récit, le coup d'État n'apparaît pas comme une rupture et la période est plutôt passée sous silence. Quand nous avons explicitement posé la question, Abidan a répondu qu'elle n'avait pas été touchée par le coup d'État et que son engagement politique avait été ininterrompu. Même si elle choisit de souligner la continuité de son activité politique, il n'en reste pas moins que son propre parti a été interdit par la junte militaire et que le coup d'État l'a poussée à intégrer le premier parti de centre gauche autorisé par les militaires, le SODEP. Je n'ai pas

99. Parmi les femmes politiques locales les plus connues pour avoir souffert de l'incarcération et de la torture à la suite de coup d'État de 1980, il faut sans doute citer Gültan Kışanak, ancienne députée et co-maire de la ville de Diyarbakır. Kışanak a été emprisonnée dans la prison n° 5 de Diyarbakır. Elle a témoigné des expériences de la torture devant la commission parlementaire enquêtant sur les coups d'État en Turquie. Elle les a également relatées dans son livre sur les femmes politiques kurdes publié depuis la prison en 2018. Gültan Kışanak, *Kürt Siyasetinin Mor Rengi*, *op. cit.*

100. Le parti social-démocrate (*Sosyal Demokrat Partisi*) a été lancé sous la direction d'Erdal İnönü en 1983 après que l'interdiction sur les partis politiques imposée par la junte militaire a été levée.

insisté lors de notre entretien, mais celui-ci reste révélateur d'un élément récurrent au sein du CHP : dans les récits des femmes interviewées passées par ce parti, le coup d'État faisait l'objet d'un vide discursif. Cela témoigne notamment d'une absence de travail mémoriel au sein du parti.

Bangu est née en 1957 à Izmir. Fille d'un officier de police connu pour ses affinités avec le CHP et d'une mère au foyer, elle est diplômée de droit. Après avoir terminé ses études en 1970, elle a été invitée à rejoindre le chp par un proche de son père. Même si sa liste a perdu le congrès interne au parti, la conjoncture politique lui a vite donné la chance d'accéder au poste de présidente de la branche féminine locale du CHP. En 1973, Bangu, avec deux autres femmes, a été élue conseillère municipale à Izmir. L'accident de voiture dont elle a été victime en 1977 a été suivi d'une longue période de convalescence, ce qui l'a empêchée de se représenter aux municipales suivantes. Ainsi, Bangu était hors du jeu politique partisan dans la période cruciale précédant le putsch. De surcroît, elle faisait partie du courant modéré au sein du CHP, tandis que certains de ses co-partisans constituaient l'aile radicale et avaient des rapports avec les courants de la gauche révolutionnaire. L'orientation modérée de Bangu a aussi pu contribuer à lui épargner de faire l'expérience de la répression post-coup d'État.

Le large spectre des modalités d'engagement politique en amont du putsch se traduit notamment par un spectre varié des conséquences du coup d'État. Une des maires chp que j'ai interrogées à Izmir et qui ne s'était pas investie en politique dans les années 1970 a néanmoins pris une autre direction dans ses études, en réaction aux événements de septembre 1980. Son mari a été parmi les personnes incarcérées par la junte et elle a décidé de renoncer à ses études de chimie pour devenir avocate¹⁰¹. Le coup d'État a également impacté les trajectoires biographiques de beaucoup de mes répondantes qui n'étaient pas actives à l'époque dans des organisations politiques. Derin, conseillère municipale du chp à Trabzon en 2014, a failli ne pas intégrer l'université à cause de la conjoncture politique au début des années 1980. Elle a fini par réussir à faire fi de l'interdiction familiale mais elle a « étudié à l'université comme si elle était encore au lycée », avec un accompagnement presque permanent de la part de son père. Pour cette raison, elle est d'ailleurs restée à Trabzon car étudier dans une autre

101. Ayşe, maire, CHP, Izmir, 20 juin 2016.

ville était hors de question¹⁰². Parmi les autres interviewées, on trouve aussi des femmes qui étaient membres de base d'associations politiques sans occuper de position de responsabilité, ou qui étaient sympathisantes de différentes fractions gauchistes. Le coup d'État a mis fin à leur engagement mais leurs carrières professionnelles n'en ont pas souffert. D'autres encore ont perdu leur emploi. Le cas turc confirme ainsi l'argument d'Hélène Combes et d'Olivier Fillieule sur le caractère sélectif de la répression ainsi que sur ses visées différentielles en fonction des différentes catégories de militants¹⁰³.

Dans les cas que nous venons de présenter, l'identification à la génération de 1978 apparaît artificielle et généralement presque sans aucun fondement. Se souvenir du coup d'État, avoir vu ses études contrariées par cet événement, avoir été active au sein du chp sans que cela ait de répercussions : ces cas de figure révèlent l'intensité et la forme variables de l'engagement. La notion de « génération du coup d'État » permet de rendre compte de ces variations. De surcroît, le consensus général concernant l'impact extraordinaire du coup d'État sur le pays s'apparente à un « sentiment d'événements partagé » (*shared sense of events*), un des éléments constitutifs d'une génération selon Duane F. Alwin et Ryan J. McCammon¹⁰⁴.

La génération de 1968 et la génération « et demie »

La seconde « vertu » de la catégorie conceptuelle de « génération du coup d'État » est celle d'englober également des militants d'âges différents, surtout ceux affiliés à la gauche. Cette dimension englobante nuance le critère de la cohorte d'âge ainsi que de la « séniorité » de l'entrée dans les organisations politiques mais maintient le coup d'État comme événement marquant pour les consciences et producteur d'un sentiment partagé de l'expérience des persécutions.

La question de la « contemporanéité des non-contemporains¹⁰⁵ » (l'expérience qu'ont en commun des personnes d'âges

102. Derin, conseillère municipale, CHP, Trabzon, 16 mars 2016.

103. Hélène Combes & Olivier Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », art. cit, p. 1054.

104. Duane F. Alwin & Ryan J. McCammon, « Generations, Cohorts, and Social Change », art. cit, p. 25.

105. Wilhelm Pinder, *Das Problem der Generation in der Kunstgeschichte Europas*, Munich, Bruckmann, 1961 [1926] (uniquement en allemand), cité par

différents), que cette solution conceptuelle entraîne, a longtemps été à l'ordre du jour des chercheurs. Sofia Aboim et Pedro Vasconcelos voient les générations comme produites par l'auto-identification de leurs membres et comme résultant de la mobilisation d'un discours de la différence par rapport à d'autres segments de la société¹⁰⁶. Dans le cas de la Turquie, il s'agirait d'admettre que les différences (surtout idéologiques) sont plus grandes entre les membres des unités générationnelles de la même génération (gauche et droite radicales) qu'entre les différentes cohortes d'âges (générations de 1968 et de 1978). De surcroît, les générations de 1968 et de 1978 se retrouvent souvent dans les mêmes organisations politiques voire dans les mêmes prisons. Pour ces militants, le coup d'État représente une expérience commune et un élément supplémentaire de rapprochement entre eux.

En 2018, à Ankara, j'ai rencontré Işıl, ancienne maire d'un arrondissement de Diyarbakır et personne haut placée dans la hiérarchie partisane du HDP. Elle a passé six ans en prison à la suite du coup d'État de 1980. Née en 1950, d'un père enseignant, sympathisant de gauche, et d'une mère femme au foyer, Işıl a rencontré la politique au lycée de filles où elle était interne. Elle y a pris la tête du comité de boycott étudiant en 1968. Elle se souvient avoir coordonné les opérations de boycott avec le lycée de garçons en communiquant par la fenêtre du pensionnat. Pendant le coup d'État de 1971, Işıl était à l'université :

Beaucoup de nos camarades ont été recherchés et arrêtés. Moi j'étais encore trop jeune pour me retrouver aux premiers rangs, alors je n'ai pas été arrêtée. À l'époque, je travaillais dans une centrale téléphonique à Istanbul. C'était un lieu où travaillaient un millier de femmes. J'y ai lancé un petit syndicat et une association des femmes dont j'ai assuré la présidence. Notre protestation, à la suite des massacres de Maraş [en 1978], a rencontré un écho dans les médias nationaux. Grâce à notre grève, les connexions téléphoniques à Istanbul ont été coupées pendant toute la journée et nous étions si bien organisées qu'aucune de nous n'a pu être placée en garde à vue par la police. Quand le coup d'État de 1980 est arrivé,

Sofia Aboim & Pedro Vasconcelos, « From political to social generations: A critical reappraisal of Mannheim's classical approach », *European Journal of Social Theory*, 5 janvier 2014, vol. 17, 2, p. 165-183.

106. *Ibid.*

j'ai été arrêtée, jugée selon l'article 141/1 et condamnée pour propagation du communisme. J'ai passé six ans en prison¹⁰⁷.

Işıl fait partie de la génération de 1968 du point de vue du calendrier de son investissement politique. Cet investissement est ininterrompu, elle est une figure illustre de la décennie 1970 et son engagement a été simultané à celui des membres de la génération de 1978. Avec ces militants, Işıl s'est retrouvée en prison pour une peine dont la durée dépasse celle de la plupart de mes interviewées de la génération de 1978. La notion de «génération du coup d'État» permet d'inclure les membres de la génération de 1968 dans l'analyse. Suivant Michael Corsten¹⁰⁸ et l'accent qu'il met sur les réseaux militants comme porteurs de sémantiques générationnelles, on retrouve des réseaux militants également au sein de la «génération du coup d'État», des réseaux qui traversent plusieurs cohortes d'âges (génération de 1968 et 1978).

En second lieu, je souhaite élargir l'étendue de la génération du coup d'État également à des femmes issues de la génération «et demie» (*1.5 generation* selon Susan Rubin Suleiman). Suleiman a utilisé cette notion de *1.5 generation* pour parler des expériences des rescapés des camps de concentration qui étaient enfants lors de la Seconde Guerre mondiale : «trop jeunes pour avoir une compréhension d'adulte de ce qui leur arrivait, mais assez grands pour être là pendant la persécution nazie des Juifs¹⁰⁹». Les frontières de cette génération «et demie» sont relativement souples, comme le suggère Suleiman, selon l'objet d'étude en question. En usant de cette marge arbitraire, je considère de manière assez souple l'âge de cinq ans comme frontière basse de cette *1.5 generation* et je conçois la frontière haute comme poreuse avec la génération 1978. Cette porosité est manifeste surtout au regard de la politisation précoce de certaines membres de la génération de 1978 (vers douze ou treize ans). Les processus de politisation de trois femmes politiques kurdes permettent d'illustrer mes propos :

Née en 1975, Sebahat Tuncel a été élue députée depuis sa cellule de prison en 2007. Comme elle est kurde et alévie de Malatya, son enfance a été imprégnée des histoires des membres de sa fa-

107. Işıl, ancienne maire d'arrondissement à Diyarbakır, co-vice-présidente du HDP, Ankara, 8.11.2018.

108. Michael Corsten, «The Time of Generations», *Time & Society*, septembre 1999, vol. 8, 2-3, p. 249-272.

109. Susan Rubin Suleiman, «The 1.5 Generation», art. cit, p. 277.

mille emprisonnés à la suite du coup d'État de 1980. En relatant son entrée en politique, Tuncel s'appuie à la fois sur les expériences de prison de ses proches et sur l'investissement de sa tante qui a rejoint la guérilla armée¹¹⁰. Pendant ses études universitaires, Tuncel a commencé à travailler dans la commission féminine du parti pro-kurde (hadep¹¹¹) et n'a pas quitté le domaine des droits des femmes depuis. Deux fois élue députée, elle est également devenue co-présidente du parti pro-kurde (DBP¹¹²). Arrêtée en 2016 avec les chefs du parti et d'autres députés et maires pro-kurdes, Tuncel était encore en prison au moment de l'écriture de cet article (mars 2019).

Emine Ayna est née en 1968 à Diyarbakır. Elle est diplômée du département d'administration publique de l'université de Çukurova à Adana. Ayna estime que dans sa politisation, l'activisme politique de son oncle et son assassinat en 1971 ont joué un rôle décisif¹¹³. Partageant le nom de famille de son oncle, Emine Ayna porte et réclame cet héritage qui contribue à sa légitimité au sein du parti pro-kurde et qui peut également s'apparenter à une ressource politique. Pour sa part, Ayna s'implique dans les partis politiques pro-kurdes depuis le début des années 1990¹¹⁴. Elle a depuis été élue députée et, en 2018, elle est devenue co-présidente du hdp.

Enfin, Aysel Tuğluk est née en 1965 à Elazığ. L'un de ses grands frères, assassiné en 1979, a été parmi les fondateurs de l'organisation du pkk (le Parti des travailleurs du Kurdistan), le fer

110. Hazal Halavut, *Sebahat Tuncel'le Röportaj* [Reportage avec Sebahat Tuncel], <http://www.5harfililer.com/sebahat-tuncelle-roportaj-i-bolum-bende-varim-mucadelesi/>, 27 janvier 2014, (consulté le 25 juillet 2018).

111. Parti de la démocratie du peuple (HADEP, *Halkın Demokrasi Partisi*), parti de la gauche pro-kurde, fermé en 2003 par la Cour constitutionnelle. « Sebahat Tuncel : Kürt, feminist, sosyalist, alevi olarak » [Sebahat Tuncel : je suis là en tant que kurde, féministe, socialiste, alévie], *Express*, 2011, 120, p. 30-31.

112. Parti des régions démocratiques (DBP, *Demokratik Bölgeler Partisi*), parti de la gauche pro-kurde implantée principalement au sud-est de la Turquie.

113. Ömer Ayna faisait partie de l'Armée de libération du peuple de Turquie (THKO, *Türkiye Halk Kurtuluş Ordusu*) une organisation illégale de la lutte armée fondée en 1970 notamment par Deniz Gezmiş, « Toplum ve Kuram, İktidara karşı, Muktedirlere Rağmen : 1990'larda Bugüne Kürt Kadın Hareketi [Emine Ayna] » [Contre le pouvoir, malgré les puissants : le mouvement des femmes kurdes depuis les années 1990 jusqu'aujourd'hui [Emine Ayna] », in *Toplum ve Kuram Dergisi*, Güz 2010, n° 4, p. 137.

114. *Ibid.*, p. 154.

de lance de la guérilla armée. Elle a rencontré Abdullah Öcalan, le fondateur et leader du PKK quand elle avait neuf ans. Avocate de formation, Tuğluk a intégré la politique partisane représentative en 2005 en devenant la première co-présidente du parti¹¹⁵. Depuis, elle a été deux fois députée et elle se trouve en prison au moment de l'écriture de cet article.

Les trajectoires de ces trois femmes politiques révèlent la centralité de l'héritage politique familial dans la socialisation à la politique de la *1.5 generation*. Sebahat Tuncel avait cinq ans quand la junte a pris le pouvoir en Turquie. Elle peut être considérée comme se trouvant à la frontière basse de la *1.5 generation*. Quant à Emine Ayna (née en 1968) et Aysel Tuğluk (née en 1965), elles avaient alors respectivement douze et quinze ans et marquent ainsi la frontière haute de cette génération. Le cas d'Aysel Tuğluk illustre la porosité des catégories basées sur l'âge car d'autres femmes s'investissaient déjà au même âge au sein de la gauche radicale et apparaissent ainsi comme membres de la génération 1978. Pour les femmes de la génération « et demie », les modalités de la transmission familiale de la mémoire du coup d'État sont cruciales. Leur partage d'une mémoire collective de la répression du coup d'État politique et les expériences familiales de l'événement permettent ainsi de les inclure dans la catégorie de la « génération du coup d'État de 1980 ».

Parmi les interviewées, Oya appartient à la génération « et demie ». Co-maire d'un arrondissement de Diyarbakır en 2014, elle a évoqué la mémoire du coup d'État de 1980 dans une perspective de plus longue durée : sa famille, des Alévis de Dersim, a dû quitter la ville lors de l'opération militaire de 1938. Elle-même est née dans un espace rural de Muş au sud-est de la Turquie et garde un souvenir de l'extraordinaire politisation de son village :

Les gens, dans notre village, vivaient une vie autonome. On leur rappelait l'existence de l'État uniquement pendant les élections du *muhtar* [le représentant du village]. [...] Mais, dans ce village isolé, nous avions une vingtaine de mouvements gauchistes. En 1979, mes deux grands frères ont été à l'université. L'un était un adepte de Dev-Yol¹¹⁶, l'autre suivait Abdullah Öcalan. Leurs

115. Aljazeera, *Portre: Aysel Tuğluk* [Portrait: Aysel Tuğluk], <http://www.aljazeera.com.tr/portre/portre-aysel-tugluk>, 19 février 2014 (consulté le 31 mai 2017).

116. DEV-YOL (*Devrimci Yol*), La Voie révolutionnaire, organisation marxiste-léniniste fondée en 1977.

disputes idéologiques se poursuivaient jusque tôt le matin, tant ils essayaient de se convaincre l'un l'autre. J'étais encore à l'école primaire et je ne comprenais pas trop la politique mais ma mère leur disait toujours : « notre bouteille de gaz est terminée. Lénine, viendrait-il la remplir pour nous ? » À la suite du coup d'État, mes frères ont été arrêtés. Ma génération et moi, nous avons dû grandir en une seule nuit pour pouvoir témoigner des atrocités qui allaient suivre. Notre famille a dû quitter le village car il était principalement kurde alévi et constamment attaqué par l'armée¹¹⁷.

La famille d'Oya a émigré à Mersin mais Oya a déménagé à Diyarbakır après son mariage. Marquée par ces expériences de l'enfance et de la jeunesse, elle s'est également politisée devant les prisons où elle a passé sa jeunesse en essayant de rendre visite à ses frères et à ses proches. Elle a ensuite rejoint l'Association des droits de l'Homme (IHD), puis le Centre culturel de Mésopotamie, après quoi elle est entrée au sein d'un parti politique pro-kurde et, parallèlement, au département des femmes à la municipalité. Quand je l'ai rencontrée, elle occupait le poste de co-maire¹¹⁸.

À l'instar de Yves Déloye et Florence Haegel, il est possible de considérer que le coup d'État a été un « élément de rupture » et que « ces ruptures propres à un groupe ou à des groupes peuvent servir de base à la constitution des générations spécifiques [...] marquées par les mêmes événements, même si ces événements ne les ont pas toujours influencées dans le même sens¹¹⁹ ». Ainsi, les vertus de la catégorie de la « génération du coup d'État de 1980 » sont surtout d'aller au-delà du vocabulaire mobilisé par la gauche radicale et d'inclure un groupe bien plus large de la population et de courants politiques. Toutefois, cette catégorie conceptuelle, qui peut servir de base à un projet de recherche plus large (incluant notamment la droite radicale), a également ses failles : comme le rappelle Jürgen Ruebecke, il faut « prendre au sérieux le phénomène historiquement

117. Tout au long des années 1990, l'ensemble de la région du sud-est de la Turquie principalement habitée par les Kurdes a été la cible de vastes opérations militaires extensives en même temps que se déployait la guérilla du PKK.

118. Oya, co-maire d'arrondissement à Diyarbakır, DBP, Diyarbakır, 6 mars 2016.

119. Yves Déloye & Florence Haegel, « Politisation. Temporalités et échelles », art. cit, p. 340.

influant de la position subjective au sein d'une génération¹²⁰ ». Toutefois, la « génération du coup d'État » (*darbe kuşağı* en turc) est dépourvue en grande partie d'identification militante. De plus, en considérant comme central le coup d'État de 1980, la notion déplace la focale depuis la mobilisation politique des années 1970 (idée intrinsèquement contenue dans l'expression de « génération de 1978 ») vers un moment de répression. Elle risque ainsi de favoriser un registre victimaire plutôt que la capacité d'action politique des acteurs. Toutefois la seconde partie de cet article apporte une réponse au moins partielle à cette faille : les trajectoires politiques des femmes socialisées à la politique dans les années 1970 permettent d'émettre l'hypothèse que leur mémoire et leur investissement avant le coup d'État participent de leur réengagement postérieur en politique. En ce sens, la génération du coup d'État reste un terme principalement politique : il inclut les personnes actives dans la lutte politique et idéologique des années 1970 et autour de l'année 1980. Cet outil conceptuel ne se rapporte pas à l'ensemble de la population. Au contraire, il conserve une dimension politique tout en intégrant les courants idéologiques et les cohortes d'âges jusqu'alors laissés de côté dans la catégorie de « génération de 1978 ».

Conclusion : la mémoire des générations politiques

Dans cet article, j'ai examiné les carrières politiques et trajectoires biographiques des femmes issues de la génération de 1978. Il s'agit d'une analyse microsociologique et qualitative qui a permis de dessiner les contours de cette génération politique et d'en discuter la portée, d'observer les trajectoires post-répression et de proposer une autre catégorie d'analyse, celle de la génération du coup d'État de 1980. En articulant le cas de la Turquie avec d'autres recherches sur les générations (théoriques comme empiriques), j'ai identifié une multiplicité de marqueurs identitaires de la génération de 1978. Toutefois, l'exacte genèse de cette appellation en Turquie reste obscure et nécessite donc une recherche supplémentaire. L'émergence de la notion et son « institutionnalisation » à travers la création de l'Association des soixante-dix-huitards témoignent du travail mémoriel opéré après le coup d'État de 1980. Il ne faut pas négliger l'idée sous-jacente à la création de cette association, qui

120. Jürgen Ruelecke, « Generation/Generationality, Generativity, and Memory », art. cit, p. 119-124.

semble avoir été dictée par la volonté d'unir les différents courants de la gauche révolutionnaire. Ces facteurs contribuent également à la difficulté de penser la génération de 1978 sans le coup d'État du 12 septembre 1980, car les deux éléments semblent entretenir un rapport dialectique. Enfin, l'identification d'une personne avec cette génération est aujourd'hui déterminée non seulement par sa politisation dans les années 1970, mais aussi par son engagement politique contemporain, notamment au sein du CHP, au sein duquel un malaise d'identification avec l'étiquette de la gauche radicale (perçue comme plus proche idéologiquement du parti pro-kurde) a été détectée.

Ensuite, en introduisant une perspective longitudinale, j'ai pu identifier trois catégories forcément sélectives des trajectoires féminines « post-répression » : au sein du CHP, au sein du mouvement kurde au sens le plus large et au sein du HDP, plus particulièrement à l'ouest de la Turquie. Les carrières féminines sont structurées selon les changements de l'offre politique et de la conjoncture politique tout autant qu'elles sont ancrées dans des moments biographiques et individuels. La trajectoire « post-répression » comporte souvent de longues périodes de prise de distance par rapport à la politique, ponctuées toutefois par d'autres formes de militantisme (associations, mouvement féministe ou dans les chambres professionnelles). Une comparaison entre les élues locales à Trabzon et à Izmir, deux villes turques aux caractéristiques et aux héritages politiques bien distincts, révèle que les histoires et les configurations locales¹²¹ produisent des engagements politiques variés. L'impossible implantation du parti de gauche pro-kurde (HDP) à Trabzon (ville dominée par un consensus nationaliste-islamique) fait que les politiciennes de la génération de 1978 s'impliquent au sein du parti étatiste et kémaliste (CHP), tout en constituant son « aile gauche ». Toutefois, elles conservent une proximité et affichent une solidarité ponctuelle avec les militantes de la gauche radicale ostracisées dans cette ville où dominant les partis islamistes et nationalistes. À Izmir en revanche, les politiciennes du CHP n'ont presque pas de liens avec leurs homologues du HDP. Issues de la même génération, socialisées à la politique dans des conditions semblables dans les années 1970, ayant fait, elles aussi, l'expérience de la répression étatique, elles ne nouent pas de liens avec les

121. Pour l'usage du terme de configuration locale voir Frédéric Sawicki, *Les réseaux du parti socialiste*, [s.l.], Belin, 1997, 335 p.

femmes des partis pro-kurdes. Cette absence de lien est également due à la non-identification de soi à la génération de 1978 chez les femmes politiques du CHP.

L'apport conceptuel d'une autre catégorie, celle de « génération du coup d'État » comprend quatre aspects : d'abord, la volonté de dépasser le vocabulaire de la gauche révolutionnaire et d'inclure également les militantes des autres courants politiques, il s'agit ensuite d'éviter d'assigner trop mécaniquement une appartenance générationnelle (pour la génération 1978) aux femmes qui ne s'en réclament pas, d'inclure les membres des générations de 1968 et de la *1.5 generation* également marquées par le coup d'État, et enfin de faire ressortir la diversité des trajectoires et des expériences liées non seulement au putsch, mais aussi aux périodes qui l'entourent. L'absence d'auto-identification militante avec la notion de génération du coup d'État constitue donc sa vertu et en même temps sa principale faille, étant donné que, pour la génération de 1978, l'identification de soi a été un marqueur important d'appartenance.

Cet article est une étape d'un projet de recherche qui se veut plus large. Celui-ci devrait inclure les trajectoires militantes de la génération de 1968, de la génération « et demie » ainsi que des femmes issues des autres courants politiques (notamment la droite nationaliste). La portée de la notion de « génération du coup d'État » pourra ainsi être mieux évaluée. En accordant une attention aux processus de politisation au cours des années 1970, les éléments spécifiquement genrés du militantisme féminin ressurgiraient avec les dynamiques propres de la mobilisation féminine (qui peut obéir à d'autres dynamiques que celles des hommes).

Ensuite, les caractéristiques biographiques et socio-économiques des interviewées peuvent être considérées plus en détail. Au premier abord, les différences relatives à l'origine rurale ou urbaine ou au statut économique apparaissent liées aux appartenances partisans au CHP ou au HDP.

Enfin, l'analyse gagnerait à être complétée par les apports des études de la mémoire (*memory studies*). Ce courant multidisciplinaire permet à la fois d'étudier les traumatismes et d'aller au-delà du trauma pour s'attarder sur le rôle de la mémoire des mobilisations des années 1970 dans la reprise de l'engagement politique.

Cette perspective introduit l'élément de la capacité d'action (*agency*) féminine et permet de dépasser le discours victimaire auquel la catégorie de « génération du coup d'État » risquerait d'être associée.

Académie des Sciences tchèques
Membre associée du CETOBAC, EHESS